



VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

1^{er} DECEMBRE 1964 — N° 25

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

AU SUD-VIETNAM

Manifestation d'étudiants, état de siège : de nouveau le Sud Viet-nam est en crise.

Pas plus que ses prédécesseurs militaires ou que Diem, le gouvernement Tran Van Huong ne peut compter même sur l'apparence d'un soutien populaire. Ce sont une fois de plus les étudiants qui ont pris l'initiative des manifestations, avec les bouddhistes. Les boudhistes interviennent politiquement au Sud Viet-nam et y jouent un grand rôle parce que, dans le passé, le gouvernement Diem s'est appuyé principalement sur les catholiques alors que ces derniers ne sont qu'une infime minorité de la population. Il faut dire que les catholiques, s'ils ne sont pas réactionnaires par définition, comprennent une grande part de réfugiés politiques du Nord, c'est-à-dire des gens d'extrême-droite et que, par voie de conséquence, les organisations d'extrême-droite sont catholiques. Pour donner un point de comparaison, c'est un peu comme en France les rapatriés d'Afrique du Nord : ces derniers sont loin d'être tous réactionnaires, mais la plupart des organisations de « pieds noirs » le sont.

Par contrepoint, au Sud Viet-nam, le bouddhisme a été le moyen d'expression, dans un pays totalitaire où la liberté d'opinion n'existe pas, de tous ceux qui étaient pour un règlement pacifique de la guerre, pour un accord avec le Nord Viet-nam, de tous ceux qui étaient simplement pour la paix, contre le gouvernement Diem ou ses successeurs, représentants de la politique américaine.

Se proclamer bouddhiste, même en ne restant que sur le strict terrain religieux, c'était un moyen de se déclarer opposé à la politique des dirigeants catholiques, anti-démocratique, antidémocratique et anti-américain. Et, bien évidemment, l'opposition qui passe par le canal bouddhiste, ne reste pas sur le seul terrain de la religion.

Aujourd'hui donc, la dernière carte de l'impérialisme américain, le gouvernement Tran Van Huong, se révèle aussi inefficace que les précédentes. Il n'y a pas, au Sud Viet-nam, place pour un gouvernement stable, ayant la moindre assise sociale, qui puisse se donner pour but la continuation de la guerre et avoir pour allié direct l'impérialisme américain.

Le général américain Taylor, qui n'est pas particulièrement partisan de la douceur, a déclaré que si les forces américaines pouvaient envisager, pour arrêter la guerre dans le Sud, de s'en prendre au Nord Viet-nam en bombardant ses voies de communications, ses ports et ses aérodromes, cette solution ne pouvait qu'être écartée à cause de la faiblesse du gouvernement Sud Viet-namien.

De toutes façons, l'insurrection Viet-cong trouve son inspiration et ses ressources dans la population même du Sud Viet-nam. Ce n'est pas en s'en prenant au Nord que l'impérialisme américain pourra mettre fin à la guerre dans le Sud. S'il lui prenait fantaisie d'envoyer des troupes au-delà du 17^e parallèle, il ne ferait que multiplier par deux son problème. En bombardant, sans envoyer de troupes, il se contenterait de commettre quelques assassinats supplémentaires, ce qui n'est certes pas pour le gêner, mais il ne diminuerait pas d'un seul homme ni d'un seul fusil les forces Viet-cong.

En fait, il ne reste qu'une solution véritable à l'impérialisme américain : celle d'admettre que les gouvernements

(Lire la suite en page 8)

Au Congo La civilisation des « affreux »

Il paraît de plus en plus évident que l'opération « paras » sur Stanleyville n'aura pas eu le résultat escompté : la résistance des « rebelles » n'est pas brisée par la prise de la ville. Une fois repartis les paras belges et malgré le soutien des avions américains, les troupes du gouvernement de Tschombé, mercenaires blancs et soldats noirs de l'A.N.C., sont incapables de progresser au-delà de la ville et peut-être ne pourront-ils même pas conserver cette dernière.

D'ailleurs, c'est l'incapacité des troupes de Tschombé à reprendre elles-mêmes Stanleyville qui a nécessité cette intervention militaire de la Belgique et des U.S.A., sous un prétexte « humanitaire ». Le sort des « otages » européens aux mains de rebelles (pour la plupart « emprisonnés » dans leurs hôtels) importait en réalité fort peu aux organisateurs de l'intervention. Ce n'est pas les principes humanitaires qui les étouffent d'ordinaire : cela fait des mois, sinon des années, que les troupes gouvernementales et les mercenaires, massacrent les paysans congolais, hommes et femmes, et au sein des humanistes qui ont décidé et fait, entre autres, Nagasaki, Hiroshima, Dresde et Hambourg, n'a bronché. Les journaux, mêmes les moins sensibles, admettent qu'il y a eu depuis que Tschombé a repris, là-bas, les choses en mains, des dizaines de milliers de victimes parmi la population. Et cela ne fait pas des mois, mais plus de quatre ans, que la guerre civile dure au Congo ex-belge.

Les « otages » ont servi de prétexte. L'armée de Tschombé, qui avait réussi à reprendre une grande partie des zones contrôlées par les « rebelles », se révélait cependant incapable de reconquérir Stanleyville et les immenses territoires de brousse l'entourant qui étaient passés du côté des insurgés. C'est que l'armée de Tschombé ce n'est finalement pas quelque chose de très efficace, comme toutes les armées qui ne savent pas pourquoi elles se battent.

L'armée de Tschombé c'est tout d'abord les mercenaires blancs, les « affreux », comme ils se nomment eux-mêmes. Ceux-là ont fait beaucoup parler d'eux lorsque Tschombé, « rebelle » lui-même, dirigeait la sécession du Katanga, pour le plus grand profit des financiers de l'Union Minière. Mais ceux de cette époque-là étaient des crapules certes, mais des combattants. Ils avaient appris le métier de la répression souvent pendant plusieurs années au cours de guerres coloniales. Les travailleurs français ont d'ailleurs eu le privilège de payer leur apprentissage, puis un grand nombre d'entre eux (on parle entre autres du colonel (Trinquier) avaient fait leurs armes sous le drapeau de l'impérialisme français, en Indochine ou en Algérie. Evidemment, leurs références étaient souvent celles de « défaits », mais ils savaient quand même se battre, dressés qu'ils étaient à la servile obéissance militaire. Mais ceux qu'a embauchés récemment Tschombé, ce ne sont plus les mêmes : il n'a trouvé celles-ci de recrues que dans la plèbe raciste des Etats « blancs » d'Afrique du Sud. Ceux-là se sont engagés pour satisfaire, à bon compte, croyaient-ils, leur envie de « casser du noir », et en étant payés par-dessus le marché. Ils s'étaient imaginés, au départ, que ce serait aussi simple qu'un lynchage dans leur pays d'origine, sur une plus grande échelle tout simplement, et avec la même protection que celle que leurs accor-

daient généralement les lois de leur pays Mais, arrivés au Congo il leur fallu se battre, pour de bon et pas toujours dans une disproportion de forces telle que ce soit amusant et sans risques. Alors ils marchèrent de moins en moins, sauf lorsque les conditions étaient nettement favorables. Et de toutes façons ils ont tout à apprendre du métier des armes... et pas envie de le faire.

A part les mercenaires blancs, l'A.N.C. comprend des hommes qui sont aussi des mercenaires, mais noirs. Ceux-là sont comme les précédents, ni meilleurs ni pires. Seulement un peu moins bien armés, puisque l'armement le plus moderne, les blancs se l'octroient. En outre, ils sont encore plus détestés par la population, si c'est possible. Alors ils ne sont amateurs que de vie facile et de combats sans risques. Puisqu'ils combattent pour de l'argent, ils préfèrent raisonner au hasard des rues, ou se servir de leurs armes pour ne pas payer les femmes faciles ou rendre faciles celles qui ne le sont pas. Dès que la lutte devient dure, il ne faut plus compter sur eux. Même les fameux « gendarmes katangais » sur lesquels l'impérialisme comptait tant, lorsque Tschombé est revenu au pouvoir en juillet dernier, ont commencé par réclamer un rappel de solde puis des grades et enfin, refusé de combattre. D'ailleurs, c'est un problème que les puissances impérialistes qui essaient de maintenir envers et contre tout un pouvoir à leur solde dans des pays ex-coloniaux, connaissent bien pour être insoluble. Aucune troupe locale à la solde de l'impérialisme n'est propre au combat : que ce soient les « harkis » de l'impérialisme français en Algérie, ou les troupes du Sud Viet-nam qui abandonnent leurs « conseillers » américains à la moindre es-carmouche. Encore bien heureux pour l'impérialisme quand ils ne préfèrent pas, et c'est aussi ce qui se passe au Congo, faire de l'argent en vendant leur armement plutôt qu'en s'en servant.

Alors, pour que Tschombé réponde aux espoirs qu'on avait placés en lui — et on n'y avait pas placé que des espoirs — il fallait donc faire intervenir des troupes étrangères. Mais c'était difficile. Difficile parce qu'on n'est plus à l'époque où les puissances impérialistes pouvaient se permettre de faire un bain de sang à propos du moindre coup d'éventail. Les « otages » fournirent donc le prétexte. On réunit des paras belges, des avions américains et des pilotes « cubains » anti-castristes, respectés de la baie des Cochons, mercenaires d'un autre continent. Et, pendant que les parachutistes belges remplissaient le ciel de Stanleyville, que les avions américains mitraillaient alentour, l'armée congolaise arrivait à Stanleyville pour « nettoyer » le terrain conquis par les premiers. Ah la belle, ah ! la bonne opération humanitaire que voilà.

Seulement, une fois de plus, les impérialistes ont été abusés par leur propre propagande et l'opération de commando ne suffit pas à briser et à démanteler l'insurrection. La presse, depuis quelques semaines, ne parlait que de quelques centaines de « Simbas » qui « occupaient » Stanleyville et on commençait à apprendre aujourd'hui que toute la ville indigène est aux côtés des rebelles, que toute la brousse autour l'est aussi. On parlait de combattants empliés et peints et l'on nous dit aujourd'hui que pour « la première fois » on voit ces combattants utiliser, lors des combats de rues,

des « techniques » militaires. On apprend que les « mercenaires » n'arrivent pas à traverser le fleuve Congo qui coupe la ville, tandis que les « rebelles » le font. Et pendant ce temps l'insurrection repart de plus belle dans tout le Congo. On apprend aussi qu'il n'y avait pas d'otages qu'à Stanleyville. Il y en aurait plusieurs centaines dans la brousse, ceux-là on les abandonne à leur sort, qui ne peut manquer, maintenant, d'être tragique, tandis qu'avant l'intervention aéroportée aucun des blancs, pratiquement, n'avait été touché puisqu'il s'agissait justement pour les insurgés de les conserver comme otages. C'est bien la prise de Stanleyville qui comptait et rien d'autre. Et c'est à cela qu'on a sacrifié ces quelques centaines d'Européens qui sont en brousse et risqué de sacrifier ceux de la ville.

Mais pour que l'opération réussisse pleinement il eût fallu que la résistance des insurgés cède en quelques jours. Aujourd'hui, le gouvernement belge est obligé de ramener ses paons. Une fois l'opinion mondiale et en particulier celle des états africains, placée devant le fait accompli — et disons en passant que certains de ces derniers ne demandaient pas mieux — tout le monde n'avait qu'à incliner. Mais là il n'y a rien d'accompli et Moïse Tschombé se trouve dans une situation pire que celle de juillet dernier.

Non, l'impérialisme n'a encore rien résolu au Congo. Il y a quatre ans, le 30 juin 1960, il pouvait

peut-être penser avoir trouvé un palliatif, lorsque l'impérialisme belge accorda solennellement l'indépendance à son ancienne colonie. Une fois le pays indépendant politiquement, comme bien d'autres pays d'Afrique ou d'Asie, c'est un gouvernement « national » qui se chargerait de maintenir l'ordre capitaliste et de faire rentrer les dividendes au prix bien sûr de quelques avantages accordés à quelques privilégiés locaux. Mais l'impérialisme belge était divisé sur l'indépendance car, pendant toutes les années où il avait dominé sans partage le pays, il s'était bien gardé de former la moindre « intelligentsia » nationale. Les colonialistes belges aimaient à dire qu'au contraire de leurs confrères français de l'autre Congo, ils préféraient donner de la nourriture plutôt que de l'instruction. Les uns et les autres, d'ailleurs, s'entendaient à ne donner que fort peu de chaque. Mais, contraires à l'indépendance, les Belges n'avaient guère de couche sociale sur laquelle s'appuyer, contrairement à ce qui se passait, de l'autre côté du fleuve, pour l'impérialisme français. L'Union Minière du Haut Katanga, état dans l'Etat, en Belgique plus encore qu'au Congo, craignait l'indépendance et y rechignait, bien que celle-ci ait été rendue nécessaire par l'évolution de toute l'Afrique.

Aussi, le gouvernement belge s'entourait-il d'un luxe de précautions qui se retourna contre lui. Dès le premier jour de l'indépen-

(Lire la suite en page 8)

Les raisons du limogeage de K montent en grade

Il aura suffi d'un mois pour que les remous soulevés par le limogeage de Khrouchtchev s'apaisent. Plus question d'explications devant l'O.N.U., ni même d'explication tout court. La grande presse est devenue pratiquement muette à ce sujet, et cela se comprend, car si la manière dont le chef de l'Etat soviétique fut écarté du pouvoir souligne l'absence de démocratie qui règne en U. R. S. S., si cela était — double avantage — commercial et exploitable à des fins de propagande antisoviétique, le manque de démocratie n'est tout de même pas un chose si extraordinaire dans le monde qui se dit libre, et passé le grand frisson du « péril jaune » triomphant au Kremlin, il ne s'agit que d'un événement très banal.

Pour n'être pas si jolie, la fable de Khrouchtchev « vieux et malade » n'aurait vécue que ce que vivent les roses. Mais les explications avancées par la suite et s'appuyant sur de possibles divergences politiques dans les couches dirigeantes soviétiques apparemment plus vraisemblables et plus sérieuses, le malheur c'est qu'aucun fait politique nouveau n'est intervenu qui permette de préciser de quelles divergences il s'agissait, et qu'après une période où les nouveaux dirigeants étaient manifestement désireux de plaire à tout le monde, et à personne en particulier, leur politique semble bien être la digne continuation de celle de leur prédécesseur.

Pour les gens habitués à expliquer tout les virages de la politique soviétique par la lutte entre les durs et les mous, entre l'industrie lourde et l'industrie légère, ou

autre fiction de ce genre, il est difficile d'admettre que Khrouchtchev ait pu tomber victime d'une révolution de palais au sein de la bureaucratie dirigeante, sans que cela soit dû à des divergences politiques.

Car s'il y a à quelque chose de totalement étranger à la bureaucratie soviétique, c'est bien la lutte pour des idées politiques. Les explications officiellement mises en avant en U.R.S.S. n'expliquent rien : le culte de la personnalité, le népotisme, n'ont pu exister que parce que ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui les ont toléré hier. Et il est bien possible que l'on mette demain d'autres « idées », d'autres « explications » en avant ; on apprendra peut-être même que K avait des mœurs douteuses, ou que c'était un agent des Américains, ou des Chinois... tout est possible en ce domaine.

Mais depuis un mois, les journaux nous ont appris à de nombreuses reprises le limogeage de bureaucrates hauts placés à commencer par Adjourbe, limogeage manifestement consécutif à l'éviction de Khrouchtchev et compensés naturellement par autant de promotions significatives, notamment dans les milieux de la police politique, et ces faits combinent eux aussi à expliquer un peu plus les raisons de la « dékhrouchtchevisation ».

Car il faut bien se garder de vouloir donner de tous les faits de la vie politique une explication reposant sur des causes sociales profondes. Le marxisme enseigne qu'il ne faut jamais perdre de vue

(Lire la suite en page 8)

Un choix que les travailleurs n'ont pas

Deux salariés sur trois préféreraient l'augmentation de leurs ressources à une réduction des horaires de travail. C'est ce qui ressortirait d'une enquête récente de l'I.F.O.P.

La question posée était celle-ci : « Si vous aviez le choix entre un congé supplémentaire de seize jours par an et une augmentation de salaire de 6 %, que feriez-vous ? »

5 % n'ont pas répondu, 30 % ont choisi le congé, 65 % l'augmentation.

Comme on peut le voir les salariés ne rechignent pas devant le travail. Et pour cause. Quel profit peuvent-ils tirer de ces ressources auxquelles les salariés aspirent au prix d'un surcroît de travail ? Vivre ! Joindre à peine deux bouillottes, le plus part du temps très mal. La plupart des salariés prennent au moins un repas à la cantine d'entreprise, d'autres se nourrissent

à la gamelle, les enfants ont aussi droit à la cantine scolaire et bien souvent les quelques fantaisies que s'octroient les ménages sont prises au détriment de la nourriture.

On le sait bien, le Français a une nourriture trop riche. Mais pourquoi ? Parce que la nourriture équilibrée conforme au mode de vie moderne coûte excessivement cher. Et la nourriture riche en calories que les travailleurs peuvent se payer c'est une alimentation à base de féculents cuits dans la graisse. On ne meurt pas de faim mais on s'intoxique.

Les ressources auxquelles le salarié aspire doivent aussi lui permettre de se loger.

Or pour l'ouvrier il n'y a que deux solutions : ou croupir dans un taudis où s'éteint la fièvre, ou pour s'offrir un logement à peu près décent. Et après ! Après il reste peu de chose. Un peu de

confort et c'est la nécessité de recourir aux heures supplémentaires ou au travail noir.

La loi de 1936 fixe la durée hebdomadaire du travail à un maximum de 40 heures. Mais le salaire basé sur cette durée légale permet une condition de vie misérable. Les taux horaires de convention collective plafonnent à un chiffre voisin de celui du SMIG.

Pour vivre un peu au-dessus du minimum vital il faut un taux horaire supérieur au SMIG. Mais celui-ci ne peut être obtenu que par le jeu de systèmes de boni, de travail aux pièces, de primes, qui correspondent dans la majorité des cas à un travail supplémentaire au-dessus de la norme pourtant calculée au plus juste dans les bureaux de méthodes ou de chronométrage.

Alors on peut aussi augmenter la paye en travaillant au-delà de la durée légale.

La plupart des entreprises organisent leur horaire normal de travail sur la base de 40 h. La loi prévoit une majoration du taux des heures supplémentaires de 25 % de 40 à 48 h et 50 % au-delà de 48 h. Ces heures supplémentaires si elles sont plus fatigantes sont aussi plus rémunératrices.

Les travailleurs n'ont d'ailleurs pas le choix du moins jusqu'à 48 h ils doivent se conformer à l'horaire imposé par la direction.

Et quand les conditions économiques obligent les patrons à réduire les horaires ce sont d'abord les heures supplémentaires majorées qui sont retirées de la paye.

Le salaire est tellement réduit que l'ouvrier chaque fois qu'il le peut essaie de se soustraire à cette baisse d'horaire.

Car ce n'est pas l'augmentation de l'horaire de travail qui augmente les ressources de l'ouvrier, c'est la baisse de cet horaire qui réduit considérablement les ressources.

Parler d'une préférence des salariés à augmenter leurs ressources plutôt qu'à réduire leur temps de travail c'est vouloir se donner une conscience à peu de frais. Ces braves patrons ne demanderaient pas mieux que de réduire les horaires mais ce sont les ouvriers qui, voulant augmenter leurs ressources les obligent à faire des efforts considérables pour leur procurer du travail. En suivant ce raisonnement, à la limite, on pourrait dire que les ouvriers préfèrent venir se faire exploiter plutôt que se laisser mourir de faim.

Aux usines Renault, la baisse d'horaires a été suivie d'une baisse de salaires. L'existence de fonds de régularisation de ressources a permis néanmoins de limiter l'incidence de la baisse de salaires.

Aujourd'hui la direction de la Régie Renault s'oriente vers une nouvelle augmentation d'horaires. De partout les protestations jaillissent, des débrayages s'organisent pour s'opposer au retour à l'ancien horaire de 48 h. Cela ne montre-t-il pas que lorsque que le minimum est assuré les travailleurs préfèrent un horaire plus court à une augmentation de leurs ressources par une augmentation de la durée du travail.

Les travailleurs ne sont pas toujours en mesure d'imposer un salaire maximum pour une durée du temps de travail minimum. Sinon le système capitaliste aurait fait long feu. Mais prétendre qu'ils préfèrent augmenter la durée du travail pour augmenter leurs ressources c'est leur prêter des sentiments qu'ils sont loin d'avoir. Ce sont les capitalistes qui voudraient leur faire croire que le montant de leurs ressources dépend de leur temps de travail. Ce sont eux qui voudraient leur faire admettre que pour avoir davantage de ressources il faut travailler plus longtemps. Ce sont eux qui veulent leur faire croire qu'il n'y a pas d'autre alternative que de travailler longtemps pour vivre à peu près bien ou travailler peu pour vivre misérablement.

Mais la réalité est tout autre. Les progrès de la science et de la technique permettent à la fois de réduire le temps de travail et d'augmenter leur niveau de vie. Cela les travailleurs le savent, même si quelques-uns se laissent abuser, qu'ils ne soient pas encore en mesure de l'imposer cela dépend de leur conscience politique, de leur capacité à lutter pour transformer leur société mais cela ne signifie pas qu'ils font un choix conscient entre les solutions de misère que le système capitaliste leur propose ou plutôt leur impose.

S'il ne s'agissait que de choisir, que de préférer il y a belle lurette qu'ils auraient choisi ceux qui les exploitent et aussi les valets de plume qui font l'apologie de la société qui les opprime.

Henri VAUQUELIN

A titre d'information

Il est facile de s'interroger sur la signification des événements qui se déroulent en U.R.S.S., d'y voir une libéralisation, voire même une démocratisation, mais pour les militants révolutionnaires qui affrontent chaque jour les staliens, il est clair que sur le plan des méthodes, ni le XX^e, ni le XXI^e Congrès, ni la récente « dékhrouchevisation » n'ont apporté le moindre changement.

Pour l'appareil stalinien, la calomnie et la violence, nous en donnons deux exemples ci-dessous, sont toujours les armes numéro un.

Nous ne pouvons tout citer de ce qu'écrivent sur nous, dans les entreprises, les staliens, et c'est bien dommage car cela juge leurs auteurs mieux que bien des discours. Nous ne publions que ce qui peut intéresser l'ensemble de nos lecteurs. Cependant, nous tenons ces textes à la disposition de tous ceux qui désireraient les consulter et nous ne pouvons que recommander la lecture d'une brochure intitulée « Pour la Démocratie Ouvrière » publiée il y a 2 ans par « la Vérité » et la Lutte de Classes » à la suite de la tentative par les militants du P.C.F. d'interdire la diffusion de la « Voix Ouvrière » devant l'usine Saviem de Saint-Omer. Cette brochure (1 F.) à notre C.C.P. - expédition sans frais - est plus de l'histoire des événements précités, reproduit un grand nombre d'exemples de la prose que les staliens publient dans les entreprises contre les ouvriers révolutionnaires qui ont le tort d'exprimer leurs idées.

Et ce qui est dramatique, ce n'est pas seulement qu'on fasse mener aux militants du P.C.F. une politique fautive, c'est qu'on leur faisant oublier le plus élémentaire respect de l'honnêteté vis-à-vis des travailleurs, on les ait rendus à jamais « irrécupérables » pour le mouvement ouvrier.

Le Parti Communiste Français se peut-être un « grand » parti, comptant plusieurs centaines de milliers d'adhérents, mais il n'y a que les « groupuscules » révolutionnaires qui permettent à leurs militants de ne jamais avoir à rougir de ce qu'ils ont écrit ou de ce qu'ils ont fait ou dit dans le passé.

Extrait de « L'Aube Nouvelle, des travailleurs des Compteurs de Montrouge » (n° d'octobre 1964). (Signalons que ce bulletin n'est pas l'œuvre d'irresponsables. Il est tiré sur quatre pages de papier glacé en offset, c'est-à-dire au moins au niveau fédéral.)

DE LA NATURE DES TACHES D'UN TORCHON

Les travailleurs ont l'habitude de se salir les mains. Mais avec des matériaux nobles, faits pour construire, pour créer, pour élever la dignité de l'Homme.

Et lorsque la journée est terminée, après le dur labeur, quel qu'il soit, c'est avec leur fier d'Hommes qu'ils s'essuyent les mains, s'épongeant le front.

L'ouvrier créateur ne rougit pas de honte devant les taches qui maculent le torchon dont il s'est servi. Ce sont des taches de sueur et de peine. Elles honorent l'Homme qui les y a déposées.

Nous ne saurions en dire autant

de ces taches qui s'étaient sur ce torchon qui sans pudeur s'intitule lui-même « Voix Ouvrière ».

Drôle de voix ouvrière en vérité que celle qui s'attaque en permanence aux travailleurs, à leurs organisations syndicales et politiques, qui dénigre leurs militants les plus dévoués, aimés des travailleurs et entretient la division de la classe ouvrière.

Immense « Voix Ouvrière » qui prétend se réclamer du Socialisme, prêche la guerre et crache sur le premier état prolétarien, celui où se construit le communisme, bonheur et plénitude de l'Homme, dans la Paix universelle.

Douteuse « Voix Ouvrière » qui ne dénonce jamais par leurs noms les véritables responsables de la misère grandissante du peuple, le pouvoir des banquiers, le gaullisme.

Impudique « Voix Ouvrière » qui se reconnaît être trotskiste sans pour autant avouer ses attaches policières.

Qui paie l'édition de votre torchon ?

Certainement pas les travailleurs. Le monde du travail ne reconnaît que les siens et n'a que faire d'aventuriers pour mener à bien son combat libérateur.

Quel est votre gagne-pain, distributeurs inconnus des travailleurs, de ceux qui peinent et luttent.

Allez donc déposer votre torchon bien loin de l'usine. Les taches qui sont dessus sentent bien mauvais.

Et voici la réponse que nos camarades des Compteurs de Montrouge ont fait dans le numéro 6 de la « V.O. Compagnies des Compteurs » :

LES MAINS SALES

« L'Aube Nouvelle » dans son numéro d'octobre a versé sur « Voix Ouvrière » toute la gamme de ses injures, de ses calomnies, de ses mensonges.

Les travailleurs n'ont pas l'habitude de juger les gens sur leur mine, ni au travers d'une basse démagogie qui a pour but de les flatter. Nous, ouvriers, ne pensons pas que « l'habitude de se salir les mains, avec des matériaux soi-disant « nobles », que de suer au travail, de vivre dans la crasse et le sang, tout cela dans le seul but d'accroître sans cesse la richesse et la puissance du Capital, soit une tâche qui élève notre dignité d'hommes. Nous pensons même que l'abaisse, et il faut bien mal connaître la classe ouvrière pour en parler comme le fait « L'Aube » qui n'a rien de nouvelle.

Si nous ataquons quelque chose nous, ce ne sont pas les torchons mais le régime capitaliste, — parce que nous pensons qu'il n'est pas viable, qu'il mène à la barbarie révolutionnaire toute entière — et avec lui tous ceux, quels qu'ils soient, de quelque idée dont ils se réferent, qui dans les faits, objectivement, sont ses valets et le servent loyalement.

Qui, nous avons la prétention de nous réclamer du Socialisme, de ceux qui ont jeté les bases scientifiques, Marx et Engels, de ceux qui ont continué leur œuvre, Lénine et Trotsky en Russie, Rosa Luxembourg et Liebknecht en Allemagne. Et si nous crachons sur quelque chose ce n'est pas sur le premier état ouvrier qui a vécu tant qu'a vécu Lénine, mais sur

tous les exploités de révolution prolétarienne.

Les calomnies du genre : « avouer ses attaches policières » ne nous touchent pas. Blanqui fut accusé d'être un agent de la police, et Lénine d'être un espion à la solde du Kaiser. Nous ne demanderons pas à nos ennemis d'avouer leurs attaches avec le Capital, son état, nous les prouverons.

Ceux qui paient notre journal, ce sont des ouvriers qui ont compris d'où vient leur misère, d'où vient aussi que ceux qui en paroles prétendent être leurs sauveurs, ne font que les maintenir dans l'esclavage ; des ouvriers qui en ont marre et qui veulent prendre le capital par les cornes et le faire cocu jusqu'à ce qu'il en crève, qui savent que leur émancipation ne dépend que d'eux mêmes.

Pour conclure nous dirons que si nous en avons, c'est qu'il faut bien un torchon comme le nôtre, pour essuyer la merde et les taches de ceux qui ont les mains sales, quelquefois même, du sang des ouvriers.

L'exemple suivant est celui des brutalités qu'ont subies de jeunes camarades qui venaient à la « Voix Ouvrière » de porte en porte, dans des H.L.M. d'Aubervilliers, de la part de nervis du P.C.F.

Le texte ci-dessous est celui d'une lettre adressée par les camarades du secteur aux habitants de la cité d'H.L.M. où les faits se sont produits.

AUX HABITANTS D'AUBERVILLIERS

De nombreux habitants ont été témoins, dimanche dernier, des incidents qui ont eu lieu au sein de jeunes vendeurs de la « Voix Ouvrière » avec des militants locaux du P.C.F.

Ce n'était pas la première fois que de tels incidents se produisaient dans le secteur et à un mois, deux de nos camarades qui venaient de porte en porte avaient été agressés par des énergumènes.

Les révolutionnaires ne sont pas par principe contre l'emploi de la violence. Ils savent bien que la classe ouvrière ne pourra se libérer de ses chaînes que par une lutte sans merci contre le capitalisme. Mais ils ont au contraire le plus profond respect pour la démocratie au sein du mouvement ouvrier.

Par contre, le P.C.F., qui se dit communiste, a des intentions très remuées l'idéal révolutionnaire. Il prétend que les travailleurs pourront s'émanciper par des « voies pacifiques », par la seule vertu des bulletins de vote, par le retour à une « démocratie renouée ». C'est sans aucun doute son droit d'affirmer cela, bien que ce soit contraire à toute la pensée communiste, mais c'est aussi notre droit de rester fidèles à cette pensée.

Mais les députés du P.C.F. ne tombent pas à bras raccourcis sur les députés U.N.R. à chaque séance parlementaire. Thorez, vice-président du conseil de Gaule en 1945 ne lui crachait pas au visage, il l'appelait beaucoup simplement « Monsieur le Président » ou « Mon Général », les militants du P.C.F. ne vont pas systématiquement déchirer la presse réactionnaire dans les kios-

LIRE LA SUITE EN PAGE 7

« VÉRITÉS SANS FARD »

Messieurs,

Nous avons reçu, ainsi intitulée, la lettre ouverte ci-dessous, adressée à l'O.R.T.F. à la suite d'une émission sur la « misère des vieux », par des retraités de la Sécurité Sociale du XIV^e arrondissement.

Nous la publions sans rien y changer comme il se doit, et sans rien en retrancher non plus, car nous sommes pleinement d'accord avec ses auteurs quant au fond, même si nous n'en partageons pas tous les termes (en particulier nous ne pensons pas que les retraités de la Fonction publique soient des privilégiés : si les retraités du jacteur, du cheminot, de la fille de salle titularisée de l'A.P. sont supérieures aux sous-retraités de nos correspondants, elle ne sont cependant pas grosses et ce n'est pas ce qu'on leur donne qui ôte le pain de la bouche des autres catégories de vieux travailleurs).

Puisque nous élus à la Sécurité sociale nous sommes inconnus, invisibles et, hors des scrutins, nous ignorons, voici, suivant la formule employée à votre micro par Monsieur le Directeur adjoint du Ministère du Travail, « quelques vérités sans fard ».

Les créateurs de la Sécurité sociale de 1945 ont mystifié les vieux salariés de la production. Ils ont failli à leur mandat qui était de préparer à ces allocataires non une fin de grabataire (que ne connaît heureusement pas le retraité de la fonction publique et ceci éclaira cela) mais des ressources suffisantes pour nos retraités de nos correspondants, elle ne sont cependant pas grosses et ce n'est pas ce qu'on leur donne qui ôte le pain de la bouche des autres catégories de vieux travailleurs).

Quant aux nouveaux retraités de la production, les dispositions de la loi de 1930 créant les Assurés de l'État fixaient leur retraite à 60 ans à taux plein et non diminué de moitié ainsi qu'il a été arbitrairement opéré. De plus, ces dispositions visaient, dans le temps, à une égalisation des taux de retraite de tous les salariés et non à une discrimination tellement accrue que nul à l'I.N.S., ni au travail, ni dans les centrales syndicales, ni dans la presse, n'ose en publier l'état détaillé.

Mystification, insouciance, arbitraire mais aussi disqualification de représentants passés, par la centralisation de la Sécurité sociale, dans le cadre administratif donc juridiquement non représentatifs des immatriculés, telles sont les causes de la misère des allocataires-grabataires (en voie d'extinction) de la gène de centaines de milliers de leurs successeurs, les sous-retraités à moins de 300 francs par mois.

L'infortune de tous est d'autant plus désolante que les cadres politiques et syndicaux, les journalistes, économistes, sociologues, observent unanimement une évidente consigne de silence. Les lettres qu'ils reçoivent dénonçant les causes précitées disparaissent dans les tiroirs, quand ce n'est pas dans les corbeilles, sans autres échos que le style sur la misère « de nos vieux ».

Belle illustration d'un monde de faux dévôts sociaux, de pharisiens du socialisme.

Voilà « quelques vérités sans fard » que, à défaut de connaître même l'adresse du siège de nos élus à la Sécurité sociale, nous vous prions de transmettre à « qui de droit ». Vérités cependant qui, hors la conspiration du silence, trouvent leur chemin dans les ateliers parisiens.

Nous vous remercions de votre attention et vous adressons un salut reconnaissant pour votre bonne émission.

Des sous-retraités ouvriers du XIV^e.

Les élus de la Sécurité sociale font répondre qu'ils n'ont qu'un pouvoir consultatif : pourquoi l'ont-ils accepté ? qu'ils ne peuvent exercer leur mandat : pourquoi le gardent-ils ? que le gouvernement a imposé des charges financières nouvelles. Exact, mais comment ? en utilisant des excédents de recette que la Sécurité sociale n'a pas à conserver puisque elle est destinée à la répartition, en faveur des mal-retraités par exemple. Ces élus n'y ont pas pensé ; à qui et à quoi pensent-ils donc ?

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégenérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles photocopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne des agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

ÉDITORIAL

DES BULLETINS D'ENTREPRISES
« VOIX OUVRIÈRE »

VIVE LES REBELLES! VIVE LE CONGO LIBRE!

AUJOURD'HUI, c'est évident : si les parachutistes belges sont intervenus à Stanleyville, c'était pour aider Tschombé et non pour libérer les « otages » européens.

En effet, maintenant que tout le monde se rend compte que l'intervention de Stanleyville n'a pas suffi à renverser la situation au profit du gouvernement central du Congo — au profit de Tschombé que l'O.N.U. combattait il n'y a pas si longtemps — il est de plus en plus question de renvoyer là-bas, sous un autre prétexte, des troupes belges ou américaines.

Les « otages » ! Ce n'est pas leur sort qui a fait décider de l'intervention. Sinon on se serait préoccupé aussi de celui des centaines d'Européens, un millier dit-on, qui sont éparpillés dans la brousse et qui, maintenant, risquent d'être exécutés alors qu'avant l'intervention ils ne le risquaient pas.

Non, ceux qui ont décidé que les paras belges et les avions américains interviendraient à Stanleyville l'ont fait parce qu'il est cru que la prise de la ville, véritable capitale des insurgés, décapiterait la rébellion que les troupes de Tschombé n'arrivaient pas à vaincre.

Hier, on parlait de fanatiques, d'anthropophages, etc. Aujourd'hui, on est bien forcé d'avouer que ce que les troupes occidentales n'ont pas réussi à vaincre, ce n'est pas une poignée de guerriers emplumés et peinturlurés qui n'existent plus que dans les films de deuxième catégorie ou dans l'imaginaire des journalistes aux ordres, mais tout un peuple dressé, au Congo, de la même façon que tout un peuple s'était levé en Algérie, que tout un peuple combat au Sud Viet-nam, POUR SA LIBERTÉ, CONTRE L'OPPRESSION DES BARBARES COLONIALISTES.

Aujourd'hui, la presse nous apprend que l'opération de Stanleyville était un « mauvais calcul », une « erreur tactique inexplicable ».

Erreur inexplicable, messieurs les impérialistes ? En tout cas, près d'un millier d'Européens, soi-disant chers à vos consciences, vont être victimes de cette « erreur humanitaire », tandis que des dizaines de milliers de Congolais auront été massacrés, « nettoyés », par les troupes de votre prétendue civilisation.

Et maintenant, au Congo, le sol devient brûlant sous les pieds des impérialistes et de leur représentant, M. Tschombé. Même dans la capitale du Congo, Léopoldville, c'est l'angoisse pour les Européens qui craignent à juste titre, un soulèvement général de la population noire.

Loin de régler en quelques jours le sort de la rébellion, mettant ainsi l'opinion devant un fait accompli, l'opération de Stanleyville a contribué, au contraire, à réembraser le Congo tout entier. Aujourd'hui M. Tschombé est venu quérir du secours à Paris. Demain, il doit aller en faire autant à Washington. Il peut voyager tant qu'il voudra autour du monde, sa sébille à la main, il s'y découvrirait peut-être une retraite pour plus tard, mais il ne trouvera aucune solution pour maintenir sa domination et celle de l'Union minière sur le Congo.

Chaque intervention supplémentaire des impérialistes dresse un peu plus les hommes, les femmes et les enfants congolais contre le gouvernement à la solde des colonialistes.

Même si la France, la Belgique, les Etats-Unis donnent à Tschombé un appui total, sa domination pourra, tout au plus, se maintenir dans les principales villes, à grand renfort de terreur. Mais, hors des villes, ce sera comme hier en Algérie et, aujourd'hui encore, au Sud Viet-nam. On ne gouverne pas, même par la terreur, contre tout un peuple, et c'est tout son peuple que M. Tschombé a contre lui. Et si l'appui des impérialistes n'est pas total, si, en plus des armes, ceux-ci ne fournissent pas les soldats pour s'en servir, il n'est même pas certain que Tschombé conserve les villes. Il ne peut s'appuyer que sur de la racaille blanche ou noire, se vendant pour de l'argent, celle-ci, en général, ne tient pas à se battre lorsqu'il y a des risques, et préfère gagner son argent à l'arrière plutôt qu'au combat, en vendant ses armes plutôt que de s'en servir.

Non, il n'y a plus place, aujourd'hui, en Afrique, pour les cannibales et les barbares à la peau blanche et leurs valets à la peau noire.

V. O.

LA GRÈVE DU 11 DÉCEMBRE ETAPE OU COUP D'ARRÊT ?

A LA S.N.C.F.

CE QUE SERA LE 11 DÉCEMBRE

Aux dernières nouvelles, il semble que les Centrales syndicales se soient mises d'accord pour déclencher une grève de 24 heures le 11 décembre, à laquelle participerait tout le secteur public et nationalisé, et pour faire de cette journée une puissante journée d'action.

Face à un tel mouvement, nous devons donc faire le point de la situation.

Après tant et tant d'actions, on peut se demander ce que sera le 11 décembre chez nous, cheminots, comme ailleurs. L'optimisme, le pessimisme, l'incertitude et l'équivoque ont été à la base et au départ de la plupart de nos mouvements. Allons-nous une fois de plus engager la lutte de la même façon et connaître le même résultat que les fois précédentes ? Le silence de nos organisations nous le laisse présager.

Si jusqu'à nous avons assisté, en spectateurs, il est temps d'être sérieux. Notre rôle dans une grève c'est celui d'acteurs. La grève n'est pas un jour, c'est un résultat, arme pour lutter contre le patron, et pour qu'elle soit efficace, nous devons donc la diriger le plus adroitement et le plus rationnellement possible.

Pour cela, il faut avant tout se fixer un but, un objectif précis, c'est-à-dire un programme bien défini et ensuite déterminer les moyens d'atteindre ce but. C'est là seulement qu'intervient la lutte. La grève de 24 heures peut être et doit être, dirons-nous, une étape de la lutte. Dans ce cas, c'est une mobilisation générale et un avertissement au patron.

Donc notre première tâche c'est d'établir et de mettre en avant ce programme. Comment ? En se rassemblant dans chaque atelier, dans chaque chantier, pour discuter, convaincre, élire des responsables des comités, organiser des assemblées, en un mot se préparer. Ainsi, nous pourrions nous présenter armés et organisés le 11 décembre (ou un autre jour).

Quel pourrait être ce programme ? — augmentation générale des salaires de 200 F pour tous ; — retour immédiat à la semaine de 40 heures ; — amélioration des conditions de travail.

Ce n'est pas possible, nous diront les bureaucrates syndicaux : nous n'écrivons pas pour eux, nous ne savons que trop que l'opinion des travailleurs leur importe aussi peu que l'an 40.

Tous les camarades conscients, syndiqués ou non, doivent s'atteler à cette tâche.

Ce que sera le 11 décembre, c'est notre combativité et notre détermination qui en décideront.

(Extrait du n° 121 de la « V.O. Cheminots »)

DE L'AUDACE, TOUJOURS DE L'AUDACE

Les syndicats des services publics, fonctionnaires et assimilés, prévoient pour le 2 décembre des meetings et des défilés dans toute la France pour « manifester » leur mécontentement.

A Paris, en particulier, ces manifestations devaient se concrétiser

par deux défilés, que le goujonnement, par l'intermédiaire du Préfet de police, a interdits.

Malgré l'avis de certains militants C.F.D.T. et C.G.T. de tenter l'épreuve de force, les centrales syndicales ont plié devant M. Papon et les défilés prévus se limitent à un rassemblement à la Bourse du Travail et sur le boulevard Magenta.

Les centrales auront beau publier des bulletins de victoire, il n'en reste pas moins vrai qu'elles auront reculé devant le gouvernement.

Nombre de militants pensaient

A LA THOMSON

...APRES DEUX SEMAINES DE « GRE-GREVES »

OU EN SOMMES-NOUS ?

Depuis la quinzaine passée de nombreux événements ont marqué l'évolution du mouvement. En dehors des débrayages limités et des discours il y a eu entre autres, la manifestation à Paris qui n'a duré qu'un quart d'heure. Elle s'est déroulée dans un quartier où nous n'avions pas la possibilité de montrer à nos patrons que nous saurons les trouver, comme lorsque nous allions au Siège, ni que nous savons où se trouvent les coffres-forts, comme lorsque nous avons manifesté dans le quartier des banques d'affaires. Nous ne nous sommes même pas adressés à une population ouvrière que nous pourrions entraîner à la lutte avec nous derrière des revendications communes, nous sommes allés voir les clients des « Grands Magasins » des jours de semaine et nous avons crié nos revendications au derrière de l'Opéra.

Dans la même ligne nous avons eu droit au « lâcher de ballons ». Puis le Comité Intersyndical, la mort dans l'âme nous a quand même convié à manifester jeudi dernier lors de la venue du « grand patron » pour un exposé commercial sur « Diane ». Cela après avoir exposé qu'il renoncerait si la Direction acceptait d'ouvrir... la discussion. Car maintenant ce n'est plus pour les revendications en premier que nous nous battons, mais pour l'ouverture de la discussion ! Qui plus est on nous a demandé de faire cette manifestation dans les pires conditions : elle devait être « silencieuse », le Comité Intersyndical ne voulant « pas faire fuir le client » comme le disait le tract nous y invitait.

Si vous avez peur de faire mal au porte-monnaie de la direction, pourquoi faites-vous semblant de lutter ? Pourquoi entraîne-t-on les travailleurs dans une situation où ils risquent de par vos hésitations de prêter le flanc à une riposte patronale encouragée ? Nous, nous pensons que pour faire céder le patron il faut le contraindre, par des manifestations pour qu'il sente notre présence physique, notre nombre et aussi par la grève, pour que chaque jour qui passe soit une partie finan-

avec « crédulité » que la seule réponse valable que les syndicats pouvaient faire à une telle interdiction était, puisqu'ils y étaient décidés pour le 11, d'avancer la grève « d'avertissement » au lendemain de l'interdiction, ou au plus tard le 2 décembre.

Mais c'était mal connaître nos « bonzes » syndicaux qui veulent bien faire quelque chose mais à condition que ce soit dans la légalité, c'est-à-dire en accord avec la bourgeoisie qui, somme toute a fait les lois, y compris celles réglant le droit de grève.

(Extrait du n° 121 de la « V.O. Cheminots »)

cière importante pour lui, argument s'il en est pour des capitalistes dont le cœur est en forme de portefeuille. Cette grève, que le porte-parole de la C.F.D.T. a qualifiée de « vraie grève » et dont il a menacé la direction vendredi, « au cas où elle laisserait partir le mouvement », nous ne pensons pas que le Comité Intersyndical soit disposé à l'organiser. Sinon ce n'est pas à la Direction qu'il s'adresserait, mais à nous en premier pour nous demander notre avis, notre engagement avant, et non pour nous mettre comme chaque fois devant le fait accompli. Faire de la publicité, dire comme dans le tract distribué aux visiteurs du jeudi, que nous sommes « en grève depuis vingt-trois jours », ça ne suffit pas à faire céder un patron. Il n'y a pas de petites combines, de petites ficelles à bon marché pour remplacer la lutte ni la détermination d'aller jusqu'au bout par les moyens correspondants.

(Extrait du n° 152 de la V.O. Thomson.)

CHEZ CHAUSSON

QUATRE SEMAINES EN BALLON

Au garage de chez Chausson, nous avons attrapé deux des « ballons revendicatifs » de la Thomson Genevilliers. C'est par ces « méthodes modernes » que les syndicats entraînent depuis quatre usines sur des revendications qui usent sur des revendications qui sont communes à tous les travailleurs, y compris ceux de chez Chausson : retour aux quarante heures et augmentation à Chausson de 100 franc de l'heure pour les principales. Faire faire aux travailleurs des débrayages par secteur, des grèves avec beaucoup de publicité, c'est tout le programme d'action des syndicats. Nous connaissons pourtant bien à Chausson l'issue de tels mouvements. Et il faut bien, malgré les syndicats, qu'un jour, nous nous retrouvions avec les camarades de Thomson et d'ailleurs dans une véritable lutte pour nos revendications.

(Extrait du n° 177 de la V.O. Chausson.)

RETOUR IMMÉDIAT AUX 40 HEURES

A LA R.N.U.R.

L'ÉTERNEL RETOUR

Voici vingt ans nous sortions de la guerre. Pour les patrons, pour le gouvernement, pour les syndicats il était inédit, il était criminel, d'oser parler de retour aux 40 heures. On nous a fait produire d'abord. Mais ensuite, il est eu de retour aux 40 heures. Alors timidement les syndicats se sont avisés d'en reparler à défaut d'être en mesure de l'exiger; mais même pour en parler, ils se montrent timides : On nous propose un retour progressif aux 40 heures.

Mais les progrès sont lents lorsqu'il s'agit d'améliorer le sort des travailleurs. Et voilà que nous avons tellement produit que la Direction n'arrive plus à écouler toutes les richesses que nous fabriquons. C'est alors qu'on diminue les horaires.

Le Fond de Régularisation de Ressources vient éponger quelque peu les pertes de salaires. La Direction enrage. Vivement qu'on en revienne aux 48 heures et aux heures supplémentaires, signes de sa prospérité et de notre misère. Enfin ça y est. On amorce un retour PROGRESSIF aux 48 heures. Mais là les progrès sont beaucoup plus rapides que dans le sens inverse : dès maintenant on applique les 48 heures et l'horaire que la Direction considère comme normal en violation de la Loi de 1936 sera rétabli avant les vacances.

Vingt ans de retour progressif aux 40 heures n'ont abouti à aucune diminution de travail. Il faudra seulement quelques mois pour que le retour progressif aux 48 heures soit une réalisation. Et pour l'annoncer, la Direction utilise la parole du Ministre de l'Industrie, M. BOKANOWSKI, pour annoncer l'autre réduction, celle du retour aux 40 heures. Il ne faudra pas compter sur les syndicats. Leur conception du progrès est vraiment trop lente. Il faudra que les travailleurs prennent eux-mêmes la parole pour annoncer, dans l'action, le retour immédiat aux 40 heures.

(Extrait du n° 37 de la V.O. R.N.U.R.)

AU BAT. C. DE LA R.N.U.R.

40 HEURES ET NON 44!

Tout la semaine dernière, au département, 70, l'agitation était grande, délégation, assemblées,

pendant l'heure de déjeuner. Il faut dire qu'il y a de quoi : la Direction vient de remonter l'horaire à 44 heures à partir de cette semaine. Travailler une heure et demie de plus par semaine pour être payé 3/4 d'heure en plus, vraiment cela n'a rien de sensationnel. A la première assemblée, tout le monde était prêt à réagir; pour les délégués il s'agissait simplement de débrayages, certains voyaient aussi une possibilité de se joindre aux mouvements du secteur public, ce qui est d'ailleurs le sentiment le plus profond de beaucoup d'entre nous. Toujours est-il qu'à la deuxième assemblée, tout était beaucoup plus calme, on a voulu nous refroidir en nous disant que les autres départements de l'U.F.M.B., directeur M. de Longcamp eux n'avaient pas vu leur horaire remonter à 44 heures, ce qui est faux, architectes —, l'ensemble de l'U.F.M.B. doit être remonté à 44 heures et même à 48 heures au 1^{er} janvier la radio elle-même a parlé de « retour à des horaires normaux et pour eux nous voyons de quoi il s'agit. Il est même question de remonter les horaires dans l'ensemble des bureaux ! Dans quel but veut-on nous faire croire que ce problème ne nous concerne pas tous ?

Au 70 nous pouvons être les premiers à poser le problème, mais sans l'appui et la participation des autres départements, au moins de l'U.F.M.B., nous ne résolvons rien. Personne ne veut se lancer sérieusement et cela se comprend. Les jours qui viennent doivent nous permettre de nous préparer à engager la lutte. La Direction attaque doucement, elle n'est pas du tout certaine que nous accepterions passivement.

A LA S.N.E.C.M.A.

Les heures supplémentaires au travail sont des heures de moins à vivre

Malgré les menaces de licenciements que la direction fait planer, certains secteurs de l'usine, tel l'ordonnancement, font des heures supplémentaires. Il paraît que ces camarades, en plus des quarante-cinq heures décrétees normales, viennent une heure plus tôt le matin, partent une heure après le soir, sans compter que le samedi les retrouve à la tâche.

Si les patrons, parce que ça les arrange, violent systématiquement

et presque partout la loi sur les quarante heures ils nous laissent le soin, en douce, de violer celle qui interdit de faire plus de dix heures par jour. Quand il s'agit de leurs intérêts, peu leur importe les lois et peu leur importe surtout notre santé.

Ces camarades arrivent peut-être à augmenter momentanément leur paie qui en a rudement besoin, mais ils prennent ainsi un chemin détourné qui ne résoud rien et qui à plus longue portée nous fait du tort à tous. C'est une augmentation de salaire qu'il nous faut et non un accroissement de fatigue.

A bas les heures supplémentaires !
(Extrait du n° 46 de la V.O. SNECMA.)

...OU MOINS

CHEZ DESFOSSÉS

QUI CASSE LES VERRES LES PAIE...

C'est en fait une mesure « politique », comme le pointage, le règlement intérieur, la fameuse discipline du travail. Car ce qui est important pour la direction, c'est d'habituer les ouvriers à se plier à toutes ses exigences, afin qu'ils sachent qui est le maître dans l'usine.

Mais il y a eu des périodes, et chacun s'en souvient à Neyrpic, où ce pouvoir arbitraire fut bien des fois contraint de reculer. Car la force du patron a pour limite non la force de nous et notre détermination de la faire respecter. Et Glasser, après Daglier, doit savoir que le rapport de force pourrait bien demain pencher de notre côté.
(Extrait du n° 35 de la V.O. Neyrpic.)

CONDITIONS...

CHEZ NEYRPIIC

RECUPERATION INUTILE

En prévision de Noël, les équipes du matin récupèrent par avance, ce qui n'est pas légal, la journée du samedi. Pendant deux semaines, nos camarades vont commencer trois quarts d'heure plus tôt, et partir le samedi un quart d'heure plus tard. Oh, surprenante générosité, la direction leur pardonnera dix heures trente pour neuf heures trente de travail récupéré. Ce serait en quelque sorte son cadeau de Noël.

A vrai dire, ce système de récupération, qui, avec l'alternance matin et soir, s'échelonne sur trois semaines, perturbe bien inutilement la vie de nos camarades.

Le calendrier, cette année, « octroyait » aux équipiers un samedi en rabiot; la direction entend, elle, ne rien céder. Un sou est un sou, n'est-ce pas ?
Et puis, ce que la direction cherche n'est-ce pas tant à « récupérer » sa production, car neuf heures trente échelonnées sur trois semaines n'équivalent nullement à neuf heures trente continues, mais c'est une façon de faire entendre aux ouvriers que leur vie personnelle est assujettie à la marche de l'usine.

C'est en fait une mesure « politique », comme le pointage, le règlement intérieur, la fameuse discipline du travail. Car ce qui est important pour la direction, c'est d'habituer les ouvriers à se plier à toutes ses exigences, afin qu'ils sachent qui est le maître dans l'usine.

Mais il y a eu des périodes, et chacun s'en souvient à Neyrpic, où ce pouvoir arbitraire fut bien des fois contraint de reculer. Car la force du patron a pour limite non la force de nous et notre détermination de la faire respecter. Et Glasser, après Daglier, doit savoir que le rapport de force pourrait bien demain pencher de notre côté.
(Extrait du n° 35 de la V.O. Neyrpic.)

A LA S.N.C.F.

IL EST GENTIL LE CHEF DE GARE

A Paris-Nord, la solution qui consistait à supprimer du personnel pour pallier le surplus de travail ne s'est sans doute pas avérée réalisable, au plus le commis stagiaire trafic demeure toujours la nuit.

Mais notre génial chef de gare bagages ne s'arrête pas là (la persévérance ne lui fait pas défaut). Il vient de demander, paraît-il, des « sociétaires » en matière d'organisation du travail, qui se rendraient sur place, à seule fin de résoudre les problèmes posés par nos conditions de travail.

Aussi, verrons-nous dans les jours à venir apparaître des surhommes pour nous faire des démonstrations de tri.

Pour ne pas gâcher leur plaisir, il nous appartiendra de leur faire place dans les performances et compétitions.

De plus, nous apprécions beaucoup l'initiative de G. qui nous envoie ainsi du personnel supplémentaire. Merci.
(Extrait du n° 121 de la V.O. Cheminots.)

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

CERCLES VICIEUX

On parle beaucoup et pour un prochain avenir, de changements d'horaire, de 2 x 12 généralisés, bien que tout cela soit laissé volontairement dans le vague.

Ce serait tout de même la moindre des choses qu'on nous donne, et pas seulement la veille, des nouvelles claires et précises sur ce qui conditionne le fond de notre vie même.

Mais l'obscurité fait partie de la politique de l'administration. Elle espère qu'en plaçant ses coups au dernier moment, elle a bien plus de chances de réussir sans faire trop de remous.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Quels que soient les avantages ou les inconvénients techniques de toutes les innovations, le fond du problème reste le même : il s'agit de faire effectuer toujours plus de travail par moins de personnel.

Que l'A.P. n'arrive pas à recruter le montant de nos feuilles de paie l'éclaircit aisément. Mais en surchargeant de travail le personnel qui lui reste, elle ne compense pas ce manque d'effectifs, elle l'aggrave, car chacun croit trouver la solution en cherchant du travail ailleurs.

Mais si l'A.P. se trouve ainsi placée dans un cercle vicieux, nous aussi.
Car ceux qui juient l'adminis-

tration où l'Etat ne paie pas, vont chercher du travail dans le privé qui ne paie guère mieux, et où les salaires sont « stabilisés » sur ordre de l'Etat, ce qui est bien commode pour les patrons.

Peu sortir de ce cercle vicieux, il n'y a qu'un moyen, c'est la lutte d'ensemble de tous les travailleurs, que leurs employeurs soient l'Etat-patron ou les patrons de l'Etat.

Seul un mouvement d'une telle ampleur serait capable d'amener un changement de la politique « sanitaire » du gouvernement.

Pourquoi les organisations syndicales à l'A.P. comme partout ne parlent que de luttes catégorielles, partielles, tournautes, en un mot que d'émietter les mouvements, ne consacrent-elles pas leurs forces et leur temps à organiser une telle lutte.

Pour nous, le problème se pose d'une manière plus cruciale encore qu'ailleurs, car nous sommes tous persuadés, au fond, que si les conditions de travail et de salaire continuent à se détériorer à l'A.P., nous serons tous conduits, un par un, à chercher du travail ailleurs.
(Extrait du n° 61 de la V.O. A.P.)

PRESTIDIGITATION CAPITALISTE

Certaines compagnies d'accoupage — « Transbordement maritime », il y a quelques années; la « Mixte » dernièrement — disparaissent, comme raisons sociales, pour réapparaître après sous un autre nom.

Les raisons mystérieuses de ces changements ne nous intéressent pas. Mais ce que nous savons, c'est que certains de nos camarades sont les victimes de ces petits tours de passe-passe.

Le plupart des compagnies emploient du personnel « permanent », qui est payé au mois, et bénéficie donc d'un semblant de salaire garanti, car travail ou non, la paye arrive.

En se « sabordant » la compagnie licencie « tous ses permanents », et la nouvelle compagnie qui se forme, les réembauche avec le simple statut de dockers. Parfois on leur donne la priorité pour être chefs d'équipes, mais chef d'équipe ou non, les jours de chômage ils ne touchent plus que l'allocation de chômage.

En même temps, d'anciens dockers sont embauchés comme permanents, par la nouvelle compagnie. Bien entendu, ces nouveaux permanents désirent conserver leur place et ne veulent pas subir le sort de leurs prédécesseurs. Aussi sont-ils plus dociles, et plus compréhensifs pour les intérêts du patron.

C'est ainsi que les anciens permanents faisant arrêter le travail de plus de quatre jours que les nouveaux le font continuer.

Par ces manœuvres, le patronat fait d'une pierre deux coups : d'une part il s'assure la fidélité de ses permanents, et de l'autre il fait régner un climat d'instabilité de l'emploi.

Mais l'on peut dire que si nos patrons en sont réduits à utiliser de telles manœuvres, pour tenter de briser notre résistance, cela prouve bien que cette résistance est la plus forte, et que le bénéfice qu'ils peuvent en tirer, ne sera en fin de comptes que très momentané.
(Extrait du n° 34 de la V.O. Quais et Docks.)

LA SÉC

CHEZ RHONE POULENC

UNE SITUATION EXPLOSIVE

Le dernier numéro de la revue patronale « Rhodiacta » oseait proclamer que la principale cause de nos maux était d'améliorer dans tous les domaines les conditions de la vie de l'homme.

Voici un exemple de cette affirmation.

Le 19 novembre, vers 11 heures, un stock d'amidure de sodium, échauffé au moyeu, commençant à se décomposer, a été parqué dans la cour, à quelques mètres du bâtiment P.P.M.

Des sacs de sable ont été placés autour, pour atténuer les méfaits de l'explosion probable. En effet, ce produit peut exploser facilement et par conséquent être très dangereux pour les locaux environnants.

Notre direction, consciente du

“ORGANISATION”...

CHEZ NEYRPIIC

DROLE DE PROGRES !

Depuis quelques semaines, le « Progrès Dauphinois » publie une grande enquête sur le thème : « Le rayonnement industriel de Grenoble, qu'est-ce que c'est ? » C'est avec curiosité que nous attendions l'inévitable article sur Neyrpic et nous étions curieux de voir comment la presse bourgeoise pourrait faire l'éloge de Neyrpic, de son avenir, de son expansion, alors que l'affaire des licenciements était encore « chaude » parmi nous.

Qu'à cela ne tienne ! Voici le titre : « Avec ses trois divisions ultra-spécialisées et ses quatre filiales, Neyrpic s'est « ramassé » pour la lutte ». Un petit texte en caractères gras rappelait l'existence de ce que l'on baptise périodiquement « le conflit Neyrpic » et concluait : « Ce conflit, c'est maintenant du passé, Neyrpic a traversé sa propre crise et a opéré un réajustement qui pourra servir de référence aux entreprises françaises... ». Cette mise en forme, si elle a été une opération à chaud sur le plan social, a été une opération à froid sur le plan économique. Autrement dit, Neyrpic s'est trouvée prête à la lutte quand la tempête s'est présentée. Elle devra probablement à cette circonstance nullement fortuite de poursuivre sur sa lancée... »

A croire que c'est Glasser lui-même qui a écrit l'article.

Les mutations, déclassements, les départs, les licenciements, la démolition de l'accord, le blocage réel des salaires, tout cela n'existe pas pour le « Progrès ».

Bien sûr, nul ne s'attendait à voir le « Progrès Dauphinois » verser des larmes de crocodile sur

notre sort. Mais une chose, au moins, est claire. Dans l'affaire Neyrpic, tout s'est passé au mieux pour les patrons. Sur le plan économique : une bonne affaire. Sur le plan social : une réussite !

Notre bilan à nous est plus lourd. Il n'est pourtant pas définitif. La « bonne affaire » de Neyrpic doit nous profiter à nous aussi. Bien sûr, cela ne se fera pas automatiquement. Mais il y a bien longtemps que nous n'avons pas

posé collectivement la question de nos salaires. Le problème est à l'ordre du jour partout, chez les fonctionnaires, chez les travailleurs du secteur capitaliste.

C'est peut-être le moment pour nous de regarder en face la situation. Demandons à nos syndicats ce qu'ils en pensent.
(Extrait du n° 35 de la V.O. Neyrpic.)

CAPITALISTE

A LA SNECMA

LE TRAVAIL UTILE NE MANQUE PAS

Pour le maintien du projet Concorde et pour la défense de l'Aéronautique, il nous a été demandé de signer une pétition, une de plus, adressée cette fois à M. Germain, député U.N.R. à la Chambre.

On sait ce qu'est l'U.N.R., on sait le rôle que joue la Chambre dans les décisions du Gouvernement, mais c'est quand même à ce haut monde-là que nous devons nous adresser. Et tout cela au nom de la sécurité de notre emploi dont ils n'ont que faire, eux, mais surtout au nom de la technique des Ailes Françaises, en un mot de la grandeur de la France. Or, pour nous, la grandeur d'un pays ne se mesure pas au nombre de personnes qui peuvent, le nez en l'air, regarder passer de superbes avions mais au niveau de vie de ces mêmes personnes, aux écoles, aux lo-

gements dont ils peuvent disposer, au confort que la technique moderne peut leur dispenser.

Le Concorde, s'il était réalisé, permettrait à quelques milliardaires de gagner 3 heures sur la traversée de l'Atlantique. Les crédits engagés, beaucoup plus par prestige que par nécessité, pourraient être utilisés ailleurs. Par exemple à améliorer le système routier et ferroviaire des grandes villes pour faire gagner chaque jour un temps précieux à des millions de travailleurs. Et la Sncema y trouverait son compte. Au lieu de faire des moteurs d'avions pour la guerre, on fabriquerait des moteurs pour des locomotives ou autres moyens de transport populaire.

C'est d'abord en travaillant pour une production de paix qu'on peut espérer améliorer notre niveau de vie. C'est une technique à notre portée et que le plus, aurait le mérite de satisfaire les besoins d'une nombreuse population.

(Extrait du n° 46 de la « V.O. Sncema »)

AUX HOSPICES CIVILS

QUAND LA CORDE CRAQUERA

Ce ne sont pas, aux H.C.L., les cas d'absences non remplacées qui manquent. A l'intérieur, une seule femme de service se trouve avec le travail qu'elles font habituellement à deux. La cause en est connue : manque de personnel.

Mais cela, l'Administration ne peut nous l'imposer que parce que nous le voulons bien. Nous donne-t-elle un double salaire dans ce cas-là ? Non, bien sûr, et nous n'avons pas à lui rendre ces services, car c'est parce que nous acceptons cette méthode, que les H.C.L. peuvent tourner sans que l'Administration s'émeuve outre mesure de la pénurie de personnel. Tant que le travail est fait... elle n'est pas contrainte de reconsidérer sérieusement la question. Et cela peut durer longtemps ainsi. Faire le travail de deux personnes (quand ce n'est pas plus) par une seule, lésiner le temps de travail, raboter le temps sur notre sortie, « oublier » des jours de repos anciens, etc., ce sont là quelques-uns des palliatifs par lesquels l'Administration tente de limiter les conséquences de la crise de personnel aux Hospices.

C'est sur nous que cela retombe, mais si nous ne réagissons jamais vigoureusement, la Direction pourra encore tirer longtemps sur la corde.

(Extrait du n° 28 de la V.O. H.C.L.)

CHEZ HISPANO

DACTYLOS EXPRESS

Nous avons appris par un tract C.G.T. que les dactylos de la Correspondance avaient droit au chro-

nométrage ! Bien sûr, les explications patronales ont suivi un chemin détourné. Bien sûr, ce n'est pas pour leur imposer un rythme accéléré. Il s'agissait tout juste d'une petite vérification !

La direction croit vraiment son personnel bien naïf. Cette petite mesure faisant ses preuves quant au rendement, risquée bien de passer dans les habitudes, et c'est probablement ce qu'elle espère si les dactylos se laissent faire. Si elles réagissent trop tard, il lui sera possible de leur dire :

« Vous avez été capables de fournir ce travail une fois, c'est donc que vous pouvez le faire continuellement. » Refrain connu ! Sans doute pas de la C.G.T. car dans le même tract, cette dernière affirme que les dactylos ont toujours été capables de fournir un effort supplémentaire quand la situation l'exigeait. Entre patrons et travailleurs, on peut bien s'entraider !...

Pourtant, dans beaucoup de cas, nous avons pu nous rendre compte de la valeur de ce coup de collier. Il a vite fait de passer dans les mœurs ! S'il est logique que la direction essaye de tirer le maximum de son personnel, il est particulièrement étonnant de voir un syndicat se ranger finalement du même bord, car tout en refusant le principe du chronométrage, il accepte celui du surcroît de travail épisodique.

Les dactylos de Correspondance ou d'ailleurs n'ont pas à accepter d'être chronométrés, mais elles ne doivent pas non plus accepter de « rendre service » à la direction qui, elle, ne se gêne pas pour appliquer des mesures humiliantes à leur égard, destinées à les exploiter un peu plus encore !

(Extrait du n° 15 de la V.O. Hispano-Suiza.)

LES SALAIRES

A LA C.A.F.

LES INCAPABLES

A condition d'avoir examiné avec une loupe notre dernière feuille de paie, nous avons pu constater qu'on nous a accordé une « augmentation » de 2 %. Ce qui signifie qu'en tout et pour tout, nos salaires ont augmenté cette année de 4 %, c'est-à-dire de 20 à 30 F par mois. Ni plus, ni moins que le pourcentage autorisé par le gouvernement. Autrement dit, compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat, moins que rien.

Mais que pouvions-nous espérer de mieux ? Il n'y a aucune raison que les pleurnicheries syndicales poussent la tutelle à une générosité qu'elle n'a pas d'habitude. Aucun d'entre nous ne croit sérieusement que ce que nous ne pouvons arracher, on nous l'accordera de bon cœur.

Bien sûr, avant que la décision ministérielle concernant le déblocage des 2 % soit connue, un tract commun C.G.T.-C.F.T.C. nous a appelés à une « action revendicative unie ». Mais les syndicats eux-mêmes prenaient si peu au sérieux ce slogan, qu'ils se sont bien gardés de préciser de quelle action il s'agit concrètement et quand ? Et bien entendu, après avoir exprimé le souhait pieux qu'une telle action (quelle action ?) se fasse, ils estimaient avoir rempli leur rôle et se contentaient d'attendre que ladite action commence. Préparation par qui et comment ? Mystère !

Il est vrai que de toute manière le personnel ne se sentait nullement concerné par l'affaire. En effet, dans l'optique des syndicats,

il fallait lutter pour contraindre la tutelle à accepter l'accord conclu avec la F.N.O.S.S. et l'U.N.C.A.F. Cet accord comportait :

— une prime de vacances portée à un mois au lieu d'un demi ;

— une augmentation des salaires de 6,31 % (!) (Pourquoi 6,31 et non 6,29 ou 6,33, re-mystère) ;

— une réduction des horaires à 42 h. 30. Autrement dit, une réduction de 1 h. 3/4, sans doute toujours dans l'optique de ce fameux retour progressif aux 40 heures, dont la « progression » est tellement imperceptible, que près de 30 ans après le vote de la loi sur les 40 heures, nous travaillons toujours au-dessus de l'horaire légal.

Un des leitmotivs classiques des syndicats, et leur excuse déclarée c'est le je m'en foutisme du personnel quant à la défense de ses intérêts. S'il est vrai que le personnel se désintéresse de plus en plus de ce qu'il considère comme une affaire syndicale, faut-il s'en étonner ? Qui pourrait prendre au sérieux ces syndicats qui, apparemment, ne se prennent eux-mêmes pas au sérieux ?

Une augmentation de salaires de l'ordre de 20 F par mois, c'est-à-dire une vraie augmentation et non pas des boutillies, nécessite une action sérieuse, aussi bien de la part des employés que de la part de ceux qu'ils se donnent comme dirigeants de leur action. Les syndicats si forts quand il s'agit de salades intersyndicales, de marchandages ou quand il s'agit d'arracher ce que, de toutes façons, on a prévu de nous donner, ne se montrent manifes-

tement pas à la hauteur du rôle dont ils se réclament. Le désintéressement du personnel, en fait, les arrange bien.

Quant à nous, si nous ne voulons pas nous contenter des 2 %, qu'on nous jette en pâture de temps à autre, si nous voulons mettre fin à la détérioration constante de notre niveau de vie, il nous faudra perdre l'habitude de confier, sans y croire, nos intérêts à des incapables. Discuter entre nous de ce qu'il nous faut, et des moyens pour l'obtenir est le premier pas vers la préparation de cette lutte, sans laquelle tout restera comme avant.

(Extrait du n° 71 de la V.O. C.A.F.)

CHEZ MICHELIN

INTEGRER LES PRIMES AU SALAIRE

Sous prétexte qu'une cloison suppose les inconvénients d'un poste, la direction a décidé de supprimer la prime afférente à ce poste. Les ouvriers de B.L. ont répondu par un débrayage.

Pour nous, le nom des primes importées peu à elles sont partie intégrante de notre salaire. Les supprimer, c'est diminuer notre paye et nous n'avions déjà pas de trop.

Cela prouve une fois de plus le danger des primes. Si elles sont si faciles à obtenir, une augmentation, car elles ont l'avantage pour la direction de nous diviser et de lui permettre un chantage constant, elles sont aussi plus faciles à perdre.

Pour éviter que les événements de B.L. ne se reproduisent, il faut en finir avec le système de primes, obtenir l'intégration de toutes les primes au salaire.

(Extrait du n° 118 de la V.O. Michelin.)

...DE TRAVAIL

CHEZ DESFOSSÉS

CHAIX SANS PROVISION

L'imprimerie Desfossez « fusionne » avec l'imprimerie Chaix. C'est officiel. La nouvelle était d'autant plus inattendue que la situation de la S.A.P.P., aux dires des intéressés eux-mêmes, était délicate. Et cette opération pourrait sembler le confirmer. Pensez donc, voir nos misérables patrons en être réduits à « fusionner » avec Chaix. Quelle misère. On comprend qu'il leur soit impossible de satisfaire les revendications des ouvriers. Mais que les partisans de Desfossez se rassurent, s'il y a une victime, ce sera Chaix. Dans le classement donné par « Entreprense » une revue financière, portant sur les 500 premières entreprises françaises, Desfossez figure en bonne place ; Chaix en est absent.

On peut à présent juger valablement les pleurs de nos patrons. C'est de la mise en scène, pour nous dupes.

Mais que Chaix soit un jour absorbé par Desfossez, cela nous intéresse. Ce qui nous intéresse, c'est le sort des ouvriers de cette imprimerie. S'insérer à leur sort, c'est se préoccuper du nôtre. Il est probable que les « nouveaux » patrons feront pression sur les uns ou sur les autres pour nous imposer leurs volontés.

(Extrait du n° 102 de la « V.O. Desfossez »)

UNITÉ

danger, s'est réunie pour étudier le problème, mais de solution... point.

La nuit est passée, puis la matinée et l'amidure de sodium était toujours là. Mais, direz-vous, les précipitations ont été prises, les travailleurs des bâtiments menacés ont été évacués, mais en cas d'explosion aucun accident n'a été lieu.

Pas du tout ! Aucune mesure de ce genre n'a été prise. Le comité d'hygiène et de sécurité n'a même pas été réuni par la direction. Ce n'est qu'après 48 heures que l'amidure de sodium a disparu comme par enchantement.

La direction a démontré une fois de plus son mépris de la vie des travailleurs. Cela est intolérable et n'oublions pas que dans un cas de carence semblable c'est à nous de prendre les mesures qui s'imposent : évacuer les ateliers menacés.

(Extrait du n° 40 de la « V.O. Rhône Poulenc »)

A SAINT-NAZAIRE

SAUVONS-NOUS NOUS-MEME

Le dernier accident mortel a été suivi d'un arrêt de travail de 15 minutes et du respect d'une minute de silence sur le lieu du drame.

Ce n'est pas suffisant. Il s'agit désormais de refuser collectivement tout travail s'effectuant dans des conditions d'insécurité.

CAMARADE
Ce journal est le tien
Fais-le connaître
autour de toi

NAGEUR ET SAUTEUR

C'est encore de sécurité et de mesures à prendre qu'il s'agit. A bord des navires, les fouillis invraisemblables des boyaux, tubes, tuyaux, ordures et matériaux de toutes sortes, jonche les ponts et les abords des coupées d'accès. Certains ateliers sont du sol au plafond, d'une saleté repoussante et nous pensons que les « tombés » ne jouent pas leur rôle de prévention.

Il s'agit sans nul doute de dénoncer le patronat et ses méthodes, mais ce n'est pas pour autant qu'il faille épargner certains agents de maîtrise qui se font des agents zélés. Par exemple, ces deux cheffillons du M.B.A.P. (forme Jean Bart) : un ancien nageur de fond et un sauteur en hauteur. ILS CROIENT SAUVER NAGER, MAIS QU'ILS PRÉFÈRENT GARDE A NE PAS SAUTER AVEC LE REGIME. Ce qui, dans leur comportement paraît naïf, n'est que de la sottise au service de la corruption. Les voilà avertis de la nécessité de surveiller (ce qui est leur rôle) l'application des règles de sécurité.

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien,

COLLABORATION

A LYON

F.O. ET LES ACCORDS D'ENTREPRISE

La politique des accords d'entreprise, prônée par les syndicats, a été comprise la C.G.T. (voir accord Berliet dont elle est si fière) a déjà souvent porté ses maigres fruits : en accordant des avantages-maison, les patrons se réservent la plupart du temps la possibilité de limiter en particulier le droit de grève. C'est ainsi que les accords Carnaud imposaient déjà le préavis en cas de grève, bien avant que de Gaulle ne l'étende à la Fonction Publique. Dans le sens de ce type de capitulation, Force Ouvrière détient la première place, du moins chaque fois qu'elle en a la possibilité. Elle vient encore d'illustrer cette attitude en signant l'accord d'entreprise des Ets Sévénier, dont la presse a fait grand cas.

En échange d'une augmentation de salaire de 3 % et d'une minime amélioration de l'indemnité de maladie aux horaires, cet accord consacre le système des primes (productivité et ancienneté), ne parle de mensualisation que pour « certains ouvriers (P2 et P3) ayant des responsabilités et ayant montré une assiduité continue dans leur travail », et le pompon : « En accord avec les délégués F.O. et si l'état du travailleur le permet, il aura la possibilité d'effectuer un travail à demi-temps, avec un horaire à sa convenance, et ceci jusqu'à l'âge de 70 ans. Au-delà, chaque cas sera examiné et décision sera prise en accord avec le comité d'entreprise et délégués ouvriers F.O. »

Voilà comment Force Ouvrière comprend la défense des intérêts ouvriers ! Vous vous rendez compte, les travailleurs seront autorisés à venir suer du profit jusqu'à 70 ans !

Si c'est cela le genre de conquêtes vers lesquelles Force Ouvrière prétend nous conduire, nous n'avons pas de doutes à avoir sur le côté de la barricade qu'elle a choisi.

De toute façon, le syndicat garantit en contrepartie qu'il s'interdit d'avoir recours à la grève « avant d'avoir épuisé tous les moyens de conciliation... ». Vraiment, il y a de quoi se vanter d'avoir signé un tel accord !

(Extrait des V.O. Lyon.)

AU CREDIT LYONNAIS

« BON APPETIT, O MINISTRES INTEGRES ! »

Dans un tract, daté du 26-11-64, les organisations syndicales C.F.D.T., C.G.T., F.O., S.N.C.B., font une « Mise au Point » sur la situation actuelle de la crèche et du réfectoire.

Sur le réfectoire, les syndicats

donnent un certain nombre d'indications ; en particulier, on y apprend que le « déséquilibre budgétaire de 1963 » est « chiffré à environ 5,20 % ». Le prix des cartes de réfectoire étant, à chaque augmentation de salaires, relevé dans la même proportion, c'est en tout cas la preuve que les salaires n'ont justement pas été augmentés en fonction du coût de la nourriture, sinon le réfectoire continuerait à y arriver comme dans le passé.

Dans ce tract, on nous indique également la composition de la commission du réfectoire ; ce que l'on a été voté la dernière ccmm l'on ne nous dit pas c'est comment a été votée la dernière augmentation ; Qui a voté pour ? Qui a voté contre ?

Mais puisque de toutes façons,

les syndicats réaffirment dans ce tract que « En fait, les décisions prises au sein de la Commission du réfectoire ». Et plus loin qu'il s'agit là d'une nouvelle formule d'augmentation préconisée par la direction et entérinée par la Commission du Réfectoire qu'on nous rappelle, les organisations syndicales ne sont pas majoritaires, nous posons une autre question : quel rôle jouent les syndicats dans cette commission et pourquoi y restent-ils ?

Puisque de leur propre avec le personnel n'y trouve aucun avantage, qui donc peut bien y avoir intérêt ? Le patron ? Les syndicats ? Les deux à la fois ?

(Extrait du n° 61 de la V.O. Crédit Lyonnais)

OU LUTTE DE CLASSE

CHEZ RHONE-POULENC

BEAUCOUP DE VENT POUR PAS GRAND-CHOSE

La dernière réunion du C.C.E., d'après les tracts syndicaux a été l'occasion pour la direction de pleurer sur son sort, d'annoncer les 2 % d'augmentation de salaires, l'augmentation des crédits des C.E., ainsi que d'autres points de menus détails. Cette réunion a bien entendu été l'occasion de refuser une fois de plus les revendications les plus importantes.

Pour savoir tout cela, était-il besoin que des représentants ouvriers se réunissent avec les patrons dans le cadre du C.C.E. ?

Et que penser de la conclusion de la C.G.T. qui dit « ce comité central a démontré qu'il était possible de faire l'échange entre patrons », après avoir fait l'énumération de ce que la direction refusait ?

Les comités d'entreprise sont justement faits pour faire croire que l'on peut s'entendre entre ouvriers et patrons et que la discussion suffit. Plutôt que de se prêter à de telles comédies, nous pensons que le rôle des militants syndicalistes est d'être auprès de leurs camarades de travail pour l'organisation de la lutte et non autour du tapis vert avec les patrons pour la capitulation avec ou sans la discussion.

(Extrait du n° 40 de la V.O. Rhône-Poulenc.)

A SAINT-NAZAIRE

TELS QU'ILS SONT

Le mariyologue s'allonge, le charpentier de 19 ans accidenté par la chute d'une tôle a été inhumé le 20 novembre.

Les accidents se poursuivent à un rythme alarmant et les responsables d'une telle situation pour eux le prélevement d'un maximum de bénéfices en dépit du respect des urnes de sécurité pourvu que la productivité (meurtrière) soit toujours croissante.

Ces gens-là et en particulier leur représentant dans ce cas (l'inspecteur du travail en retraite passé au service de l'ennemi) n'ont aucune pitié, même devant la mort. Ce sont les services qui ont annoncé l'accident à la famille ; aucunes condoléances. Aux obsèques assistaient un ingénieur de titre personnel et l'agent de maîtrise ami de la famille de la jeune victime.

PERMANENCES :
● Tous les SAMEDIS de 16 à 20 heures, 29, rue Château-Landon, Paris X.
● Tous les MARDIS, de 17 h. 30 à 19 h. 30, café « Le Souterrain », bd Ney.

AU PILORI

CHEZ BERLIET

LES EDUCATEURS

Les ouvriers seraient des ignorants, ils ne s'intéresseraient pas aux bons livres : c'est ce disent certains bourgeois et c'est un air connu. Ils ne savent pas de quoi ils parlent, eux qui ne passent pas 3 ou 4 heures par jour renfermés dans une usine, et cela 5 ou 6 jours sur 7.

Mais s'il y en a qui devraient mieux comprendre et qui sont bien placés pour s'occuper de l'éducation ouvrière, ce sont les dirigeants syndicalistes, et particulièrement ceux qui font partie du Comité d'Établissement. Oh oui, nous avons une bibliothèque et une discothèque, mais que trouve-t-on en première ligne dans cette bibliothèque ? Des romans policiers ou des romans... « légers ». Sans doute en effet bien des travailleurs apprécient-ils ce genre de littérature, mais ce n'est pas les inciter à lire autre chose que d'ignorer les ouvrages plus sérieux, et surtout ceux qui peuvent contribuer à leur donner une conscience de l'exploitation dont ils sont les victimes, en même temps que les moyens de la supprimer.

Ce n'est pas que le C.E. n'ait pas les moyens d'acheter des livres car la dotation plus les cartes représente tout de même de sérieux achats.

Nos « dirigeants » syndicaux sont tombés bien bas : les militants ouvriers qui furent à l'origine de la CGT avaient une tout autre conception de leur mission de guides et d'éducateurs, et une bibliothèque ouvrière n'aurait pas eu pour eux le rôle de concurrencer la bourgeoisie sur le terrain de ses pires produits pseudo-littéraires. Tout au contraire, elle devrait contribuer à former des travailleurs conscients et des combattants de la Révolution sociale.

(Extrait du N° 71 de la V. O. - Berliet.)

A U.C.L.A.F.

DES RATS ET DES HOMMES

A la physio (usine 4), on a installé une conduite métallique pour descendre les gravats.

A chaque passage d'un bloc de gravats, les rats sautent de frayeur dans leur cage. Il faut dire qu'on ne les a pas habitués comme nous dès l'enfance, à vivre dans le bruit, que ce soit celui de la ville ou celui de l'usine. Aussi ces quelques décibels de plus provoquent de leur part une réaction compréhensible de protestation. Mais il faut dire que si nous ne sommes pas pris de danse de Saint Guy, notre système nerveux n'en est pas pour autant épargné. Comme on ne peut compter sur la direction pour veiller sur notre santé, à nous de nous débrouiller pour ne pas être candidat à la surdité ou à la dépression nerveuse.

MASCARADE

Mercredi dernier nous avons pu voir dans les couloirs et dans les cours des usines le défilé de ces demoiselles Catherine, affublées des traditionnels chapeaux et flanquées de leurs cavaliers. C'était très gai apparemment, on ne travaillait pas, les cavaliers non plus ; on allait voir tout le monde, on faisait la « bise » à gauche, à droite, et même au chef de service puisque ce jour-là, on faisait ami, ami.

Fêter la Ste Catherine entre nous, nous déguiser, rire et passer pour une fois une bonne après-midi à Uclaf, ne pourrait être que bienvenu, si ce n'étaient les coutumes de la maison : chapeaux à la gloire de l'usine, présence satisfaisante et sourire onctueux du représentant de la direction, distribution paternaliste de cadeaux.

Si la Ste Catherine ne doit être qu'un prétexte à une ste kermesse patronale on peut penser que notre dignité a plus de prix que leurs présents.

CHEZ J.J. CARNAUD

NE PAS CROIRE AU PERE NOEL

« La Société a décidé de faire un geste », c'est la formule rituelle par laquelle on nous annonce qu'on « a accepté notre demande ».

Non, il ne s'agit pas d'une demande d'augmentation de salaire, comme on pourrait le penser, mais de... l'autorisation de venir travailler pendant les congés.

Dans un premier temps, les chefs se répandaient à la recherche de volontaires, comme maintenant, pour Noël (il y aura probablement un nouveau chantier à implanter).

Et dans un deuxième temps, ils reviennent nous annoncer la bonne nouvelle.

Sous cette façon de parler hypocrite, ce sont les mêmes intérêts qui se cachent, n'en soyons pas dupes. Nous avons une semaine de congé à Noël — notre quatrième semaine — et elle n'est pas de trop.

Profitions-en au maximum en refusant de venir gâcher quelques heures de repos pour les gros sous de Carnaud.

(Extrait du N° 13 de la V.O.)

CHEZ CITROEN

LA DIRECTION NE FAIT PAS DE CADEAUX... DE NOEL

Dernièrement, à grand renfort de tracts et de proclamations de victoire, la C.G.T. nous avait informés qu'elle avait obtenu, légalement, la gestion des œuvres sociales.

Comme première application, elle nous annonçait que c'était elle qui, cette année, distribuerait les jouets de Noël sans discrimination de race ou de nationalité.

Pour une belle victoire, c'était une belle victoire. A défaut d'augmentation de salaire et de conditions de travail supportables, nous aurions, une fois l'an dans notre petit sabot, une poupée qui pleure ou une panoplie de Zorro.

C'était beaucoup plus facile, c'est du moins ce que les syndicats ont pensé. En fait, dans les petites comme dans les grandes choses, tout est jonction du rapport des forces en présence. L'arbre de Noël, ça n'était qu'un détail. Mais pour la direction, qui est loin d'être affaiblie par nos luttes existentielles, les petits détails comptent et elle ne peut rien céder si elle n'y est contrainte par la loi ou par la force.

La loi lui a imposé de confier la gestion des œuvres sociales au C.E. Elle l'applique à la lettre en empêchant la distribution des jouets pendant les heures de travail. Cette mesquinerie, bien digne des procédés rétrogrades de la direction Citroën, souligne une fois de plus les limites de ce que l'on peut obtenir légalement. Pour avoir plus, dans quelque domaine que ce soit, pour des détails comme pour des choses vitales, il nous faudra monter les dents.

Encore une fois, ce que nous ne faisons pas nous-mêmes, personne ne le fera à notre place ; ni les tribunaux bourgeois, ni le C.E. (Extrait du n° 183 de la V.O. Citroën.)

TRAVAILLEURS FRANÇAIS OU AFRICAINS

UNIS PAR LES MÊMES EXPLOITEURS

CHEZ CITROEN

LES AFRICAINS ET NOUS

Alors que la presse réactionnaire développe une violente campagne raciste, alors qu'au Congo, les parachutistes belges et les « affreux » de M. Tshombé s'emploient activement à massacrer un peuple affamé, nous sommes bien placés à Citroën pour apprécier les conditions qu'offre la civilisation à nos camarades africains.

Pour la plupart démunis de la plus simple instruction — lire et écrire — que les colonialistes n'ont pas voulu leur donner, ces camarades sont venus en France sur la promesse mirobolante d'une vie aisée dans un pays de cocagne. Beaucoeur même ont dû payer très cher cette promesse, la philanthropie n'étant pas de mise chez les négriers modernes.

Or, que trouvent-ils chez nous ? Des conditions de travail lamentables, dans les emplois les plus rebutants, aux salaires les plus bas. Il n'y a qu'à regarder autour de nous, à Citroën, pour s'apercevoir que ces camarades sont pour la plupart balayeurs, graisseurs, sinon laveurs de chiottes ; en gros, manoeuvres à 3 francs de l'heure.

Quant aux conditions de logement, ceux d'entre nous qui habitent les quartiers nord-est de Paris les connaissent : nos camarades africains vivent à dix ou vingt par chambre, exploités par des hôteliers sans scrupules, quand ce

n'est pas dans des caves sans air ni feu.

Tout ceci est le fait des bourgeois ; mais il y a pire : ces camarades ont vu leur pays pillé pendant des siècles, nombre des leurs mourir de faim ou assassinés, ils ont quitté leur famille et fait des milliers de kilomètres pour travailler dans un pays au climat débilissant, et il faut encore qu'ils se heurtent à l'hostilité, sinon à la haine imbécile et sans fondement de beaucoup de leurs compagnons de galère : les travailleurs blancs. Ainsi, nous qui n'avons pas le courage d'arracher à la direction les plus petites choses, qui subissons ses brimades, sans broncher, nous trouvons néanmoins la lâcheté d'accabler de notre mépris nos camarades encore plus exploités que nous, et qui sont des nôtres.

Il n'y a qu'un critère qui divise les hommes : d'un côté, les exploités, les bourgeois et leur Etat capitaliste, de l'autre, nous les exploités, les prolétaires. Tout le reste, race, religion, etc., n'est constamment agité que pour nous faire nous entrebâter.

Alors, ne tombons pas dans le panneau. Ce que nous voulons, c'est ensemble que nous l'obtiendrons, noirs, blancs ou basanés, et c'est ce que tous les bourgeois du monde redoutent, basanés, blancs ou noirs.

Si nous voulons un jour renverser les bourgeois et mériter le titre « d'évolués », cessons de parler et d'agir comme nos grands-pères.

(Extrait du n° 183 de la V.O. Citroën.)

LE DROIT A LA PAROLE

A LA THOMSON

AVIS

Est-ce dans la ligne de Staline, de Khrouchtchev, ou bien de Brejnev ou des trois à la fois, de tout faire pour empêcher les travailleurs d'être à même de connaître, de juger, de discuter des idées du mouvement ouvrier, et non d'être seulement aux ordres du P.C.F. ? On pourrait le croire en voyant avec quel acharnement des membres du P.C.F. se sont appliqués, la quinzaine dernière, à lacérer des affiches « Voix Ouvrière ». Ceux qui ont peur des écrits, sont ceux qui ont un mépris suffisant des travailleurs pour penser qu'il faille leur imposer des idées et non les laisser eux-mêmes en juger. Les staliniens ont des précurseurs célèbres dans l'histoire : la Sainte Inquisition, le Fascisme, ont marqué la même crainte des idées en détruisant les écrits pour essayer de maintenir une ignorance qui leur était profitable.

Mais que ces obscurantistes ne pensent pas que nous soyons prêts à leur céder le terrain. Nous avons inscrit à notre programme : LA LUTTE POUR LA DEMOCRATIE OUVRIERE.

(Extrait du n° 152 de la V.O. Thomson.)

CHEZ J.-J. CARNAUD

DROLE DE DEMOCRATIE

La quinzaine dernière, il s'est trouvé un ou plusieurs individus assez bêtes pour rafler des « Voix Ouvrière » qui se trouvaient dans les vestiaires.

Croient-ils ainsi étouffer la voix de ceux qui veulent défendre les intérêts des travailleurs ?

Pour nous, cette méthode ne prouve qu'une chose : c'est la faiblesse de ceux qui craignent la concurrence des idées au grand jour. Rappelons-leur seulement pour mémoire que les nazis, eux, brûlaient la littérature ouvrière.

(Extrait du n° 13 de la V.O. Carnaud - Basse-Indre.)

NOUS ne pouvons, étant donné la place, citer toutes les « Voix Ouvrières » ni à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent. Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins régulier (2 francs par an en timbres frais d'expédition).

En voici la liste :

- AERONAUTIQUE : SNECMA Kellerman. — Paris XIII.
- HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).
- AUTOMOBILES : BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
- CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
- CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
- GENEVE. — Ivry (Seine).
- FANHARD. — Paris XIII.
- PEUGEOT. — Sochaux.
- RENAULT. — Billancourt, 7 bulletins correspondants à différentes sections de l'usine.
- R.N.U.R. — Général.
- R.N.U.R. — Bâtiment C.
- R.N.U.R. — Bureaux.
- R.N.U.R. — Département 18.
- R.N.U.R. — Département 73.
- R.N.U.R. — Départements d'entretien.
- R.N.U.R. — U 5.
- SAVEM. — St-Ouen.
- METALLURGIE : Acieries et Forges de la Loire C.A.F.L. — Saint-Chamond.
- J.-J. CARNAUD. — Lyon.
- CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
- Montres LIP. — Besançon.
- S.M.P.A. — Saint-Nazaire.
- NEYPIC. — Grenoble.

- ELECTRICITE ELECTRONIQUE : CABLES DE LYON. — Lyon.
- C.T. — Paris 15.
- Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).
- C.S.F. — Issy-les-Moulineaux (Seine).
- C.S.F. — Levallois (Seine).
- THOMSON. — Gennevilliers (Seine).
- CHIME ET CAOUTCHOUC : RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
- ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
- Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
- MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
- SERVICES ET DIVERS : AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
- ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.
- ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
- CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris XV.
- CHEMINOTS. — Chapelle-Triage.
- IMPRIMERIE DESFOSSÉS. — Issy-les-Moulineaux.
- CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
- HOSPICES CIVILS DE LYON.
- PTT - RP et Chèques Postaux Toulouse.
- QUAIS et DOCKS. — Marseille.

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

POUR QUE M. POMPIDOU S'INTERESSE AUX LOGEMENTS

Il faut au moins un événement national, c'est le cas lorsqu'il y a des quintuplés. En effet, si l'on en croit la presse et notamment « France-Soir » du 23 novembre, en apprenant ces naissances M. Pompidou aurait déclaré : « Je vais voir ce qu'il est possible de faire pour le logement de cette famille ». Le Préfet, de son côté, veillait et décidait d'intervenir en matière de logement, même si cela pouvait « entraîner quelque entorse de règlement ». Le ministre des P. et T. lui-même s'intéressait à la famille, le père des quintuplés était facteur, et chargeait « ses services d'examiner les possibilités de logement ». Mais le Conseil municipal de Colombes coupait l'herbe sous le pied à toutes ces autorités et de son côté se réunissait en session extraordinaire pour attribuer un H.L.M. de 5 pièces à l'heureuse famille.

Dans le même journal il était noté que l'année 1964 allait s'achever sans qu'un seul logement H.L.M. ait été mis en chantier à Paris. Et pourtant il y a 40.000 « super-prioritaires », c'est-à-dire 40.000 « super » mal logés.

Le scandale du logement est certainement trop connu pour qu'il puisse encore scandaliser. Pour Paris il y a ce que l'on appelle 163.000 foyers « prioritaires », c'est-à-dire 163.000 familles auxquelles on reconnaît le droit de s'inscrire parce qu'effectivement vivant dans des taudis, que ce soit la chambre d'hôtel ou l'appartement surpeuplé où l'on s'entasse, y compris dans les H.B.M. (Habitations à Bon Marché) où des familles de 12 et 13 personnes ne disposent que d'un seul évier (la dénomination à bon marché signifie qu'il n'y a pas de salle d'eau mais seulement une cuisine et donc un évier pour que 12 personnes se lavent, lavent leurs affaires, fassent la cuisine, etc.).

Les quintuplés Dionne au Canada avaient, en leur temps, beaucoup servi

la publicité des entreprises de savon, layette, jouets et autres.

Et aujourd'hui, c'est le gouvernement qui s'est précipité sur les quintuplés Sarnbor pour sa propre publicité.

Nous ne voulons pas être de mauvais goût mais on se serait presque attendu, si tous les enfants Sarnbor avaient vécu, à entendre Fouchet leur garantir, moyennant un passe-droit, qu'ils auront une place dans une école, puisqu'on s'y prend à l'avance, qu'on leur trouvera bien une marche d'emploi, plus tard, à la Faculté de Nanterre ou de Gennevilliers.

LE RETOUR DE MONSIEUR VAUTOUR

Les loyers des appartements neufs sont très chers : cela, ceux qui ont la chance d'y habiter le savent bien. Le gouvernement veut faire quelque chose : réjouissons-nous. Mais, que va-t-il faire ? Surveiller les loyers des appartements neufs ? Non, cela ferait peur aux propriétaires et ils ne cons-

truiraient plus ! Construire lui-même des appartements en grand nombre, à loyer modéré ? Pour faire jouer la concurrence ? Non, voyons, l'argent est mieux employé à la force de frappe ! Voici le remède : libérer les loyers des appartements anciens qui changent de locataires, ce qui évidemment les fera augmenter dans une proportion énorme (n'importe que l'Etat pourra être loué officiellement 200, 300 ou 400 F par mois).

Où est la baisse des loyers des logements neufs dans tout cela ? Nulle part voyons ! Les locataires des logements neufs auront simplement la satisfaction, toute morale, de savoir que les locataires des logements anciens paient le même prix qu'eux. Le gouvernement dit que cela supprimera la pratique de la reprise, mais malheureusement, comme ; on ne libérera pas un seul logement étant donné la crise, il y a à peu près de chances que ce soit vrai.

Les seuls gagnants de tout cela ? Les propriétaires !

La querelle sino-soviétique et son arbitre

Les rapports sino-soviétiques posent beaucoup d'interrogations. Séjour prolongé de Chou En-lai à Moscou à l'issue duquel un communiqué insignifiant est publié, article du « Drapeau Rouge », quotidien du Parti communiste chinois, réaffirmant sans rien ajouter et sans rien retrancher non plus, toutes les positions que les Chinois opposent au Khrouchtchevisme ou sont prêts à opposer au néokhrouchtchevisme, font pencher, tour à tour, l'opinion des journalistes vers la réconciliation ou vers la rupture définitive.

Certains commentateurs comme K.S. Karol dans le « Nouvel Observateur » ont une opinion synthétique et prévoient que l'Etat russe et l'Etat chinois pourront arriver à faire taire leurs antagonismes nationaux mais n'arriveront pas, idéologiquement, à offrir au « mouvement communiste international » une direction unie.

Nous pensons, quant à nous, que c'est bien mal connaître le mouvement stalinien (que ces dirigeants s'appellent Khrouchtchev, Brejnev ou Mao Tsé-toung la formation et l'inspiration de ces gens restent stalinienne) que de croire que ce sont des questions idéologiques qui peuvent les diviser. Ces gens-là se servent de l'idéologie pour expliquer a posteriori leurs actes, et ce sont leurs intérêts immédiats, à courte vue même, qui déterminent ces actes.

Ce qui oppose la Chine et l'U. R. S.S. c'est avant tout leurs politiques étrangères. Dans les circonstances actuelles toutes les tentatives de règlement à l'amiable à l'échelle mondiale entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. ne peuvent se faire, en premier chef, qu'au détriment des intérêts extérieurs de la Chine.

Lorsqu'en 1957 il y eut une première « réconciliation » entre la Chine et l'U.R.S.S. et que l'Union Soviétique accepta de donner les moyens à la Chine de fabriquer un armement atomique, Mao Tsé-toung n'hésita pas à proclamer que l'U.R.S.S. était « l'Etat-guide » du bloc socialiste. Et pourtant Khrouchtchev régnait en U.R.S.S. depuis plusieurs années et la « déstalinisation » y était commencée tandis qu'à l'extérieur la doctrine de la coexistence pacifique était toujours proclamée. Mais lorsque l'U.R.S.S., dans l'espoir d'obtenir des Américains un traité sur l'interdiction des armes atomiques, cessa son soutien à la bombe chinoise, Pékin retrouva le dossier de ses divergences.

De nouveau, lorsqu'en décembre 1960, la politique de l'U.R.S.S. vis-à-vis des occidentaux se fit plus « dure », ce que la Yougoslavie ne put suivre, le P.C. chinois signa la proclamation de la Conférence des 81 partis où l'on parle du « P.C. de l'Union soviétique, avant-garde du mouvement communiste mondial ».

Aujourd'hui, il est possible, il est même certain, que les dirigeants russes sont fort gênés d'aller vers une scission. Khrouchtchev l'était déjà ! Mais renoncer à leur politique extérieure pour l'adapter à celle de la Chine, ils ne le peuvent pas. Or, sur ce point, Pékin ne cédera pas, il n'y a aucun intérêt et ne veut en aucun cas être considéré comme un simple atout du jeu diplomatique de l'U.R.S.S.

C'est donc la politique des deux Etats qui est difficilement conciliable. S'ils arrivaient à s'entendre sur celle-ci, ils s'entendraient comme larrons en foire sur « l'idéologie » pour diriger en commun le mouvement communiste, ou même sous l'obédience exclusive de Brejnev, ou de Kossyguine ou du suivant que Mao Tsé-toung reconnaîtrait alors, sans vergogne, comme guide exclusif.

A ce propos, disons que si l'est rigoureusement impossible de choisir dans l'arsenal idéologique des uns et des autres, car on ne peut guère discuter laquelle des deux idéologies en est une, laquelle est la moins éloignée de la pensée socialiste tellement elles lui sont étrangères, il n'en va pas de même en ce qui concerne la situation des deux Etats. Les partisans de l'U.R.S.S. et de la Chine ne sont pas les mêmes. L'U.R.S.S. moderne est née d'une révolution prolétarienne qui a certes dégénéré, mais la Chine actuelle est née d'une révolution qui n'avait aucun caractère prolétarien. Les révolutionnaires sont du côté de la Chine comme ils le seraient de tout Etat ex-colonial ou ex-dépendant, comme l'Algérie ou Cuba, en butte aux attaques de l'impérialisme et dont les bureaucraties russes, pour la défense de leurs privilèges essaieraient de monnayer ses intérêts face à l'impérialisme. Pour les révolutionnaires, la défense de la société russe, en tant qu'issue du premier Etat ouvrier du monde, ne passe pas par l'exploitation, la sujétion ou l'oppression d'une autre nation, faite par l'impérialisme interposé.

Peut-on en conclure que l'U. R. S. S. et la Chine ne se réconcilieront pas ? Ni l'un ni l'autre n'a la volonté expresse de rompre. Mais ni l'un ni l'autre n'est socialiste, c'est-à-dire ne considère comme siens que les intérêts du prolétariat international, c'est-à-dire ceux de l'humanité tout entière. L'un et l'autre ont tendance à penser le contraire, que leurs intérêts sont ceux de l'humanité. Comme leurs intérêts sont présentement inconciliables, ils ne peuvent trouver d'accord, malgré tout,

te la « bonne volonté » qu'ils pourraient y mettre.

A moins que la bonne volonté vienne de l'extérieur et qu'un troisième larron, c'est-à-dire le Président Johnson, en ait pour trois.

Johnson peut, peut-être, certains le disent, profiter de son élection triomphale pour changer la politique américaine dans le Sud-Asiatique.

Effectivement, si le tigre américain se met à la salade, retire ses troupes du Sud-Vietnam, accepte dans ce pays un règlement neutraliste et, suivant l'exemple de de Gaulle, reconnaît la Chine, accepte son entrée à l'O.N.U., fait cesser le blocus économique de celle-ci, au besoin laisse les capitaux américains l'aider, alors, évidemment, on pourrait voir la Chine et l'U.R.S.S. se réconcilier et sans nul doute, la Chine s'affirmer

une chaude partisane de la coexistence pacifique (elle l'est déjà d'ailleurs puisque ses théoriciens se disent contre la coexistence pacifique de Khrouchtchev mais pour celle de... Lénine).

Pour l'impérialisme américain qui se trouve placé au Sud-Vietnam dans une situation quasi inextricable, cette politique aurait l'avantage de lui permettre d'utiliser la Chine, à maintenir le « statu quo » et la « paix sociale » en Asie, et peut-être dans une certaine mesure en Afrique et en Amérique latine. La Chine jouerait alors, vis-à-vis des mouvements nationalistes de ces pays, le rôle que l'U.R.S.S. joue en Europe occidentale, et dans une moindre mesure dans le reste du monde, vis-à-vis des mouvements prolétariens : elle achète la coexistence

pacifique en paralysant toute tentative révolutionnaire. La politique américaine envers la Chine est en effet encore sur la lancée de la décennie précédente.

Seulement, est-ce que les Américains changeront de politique ? Une telle politique, comme ci-dessus décrite, ne serait pas du tout incompatible avec une certaine conception de la défense des intérêts impérialistes américains. Mais est-ce que c'est à elle que se rallieront les milieux dirigeants américains, on ne peut le dire. Si le maintien de la politique actuelle est sans issue (au moins dans le sud-est asiatique), son abandon serait un recul et ce n'est certainement pas dans le but de réconcilier l'U.R.S.S. et la Chine que Johnson pourrait s'y résoudre.

Jean LABORDE

« SURF, SOLEIL, JOIE DE VIVRE... EN AFRIQUE DU SUD »

Le cynisme éhonté qui caractérise notre société à parfois certains accents de bouffonnerie macabre.

Exemple cette publicité de la South African Airways publiée dans le « Monde » du 27-11-64 et destinée manifestement aux touristes fortunés en quête d'aventure et de pittoresque :

« Si vous êtes en quête de vacances pleines de soleil et de joie, d'une plage pour vous tout seul ou presque, de nourritures différentes, de choses nouvelles et passionnantes à découvrir : ne désespérez pas : vous trouverez tout cela en Afrique du Sud... La Nature est là toute à vous, mais les raffinements de la civilisation ne sont jamais bien loin. Vous pouvez améliorer votre technique de surf sur de grandes vagues déferlantes... Ne manquez pas une promenade en ville qui vous révélera contrastes et buildings modernes et fiers toujours dans leurs costumes chatoyants ».

Mais pourquoi cette annonce n'ajoute-telle pas : visitez aussi l'intérieur et ses mines d'or où travaillent, parqués comme dans de véritables camps de concentration, les indigènes. Venez vous extasier devant le spectacle

de la ségrégation la plus horrible qui soit au monde ! Qu'il est beau ce régime de terreur imposé à tout un peuple par une minorité d'Européens plus racistes que les petits blancs d'Alabama.

C'est sur de tels contrastes,

qu'est fondée l'exploitation capitaliste. De la misère pour les uns, pour les autres du luxe.

L'Afrique du Sud raciste et ségrégationniste, belle source de pittoresque à exploiter !

A quand la même annonce pour le Congo ?

A TITRE D'INFORMATION

(suite de la page 2)
Car, sans pudeur, sans le moindre respect d'eux-mêmes (sans doute parce qu'il est plus facile de tomber à cinq sur un individu isolé que d'en expulser une quinzaine bien résolus à ne pas se laisser faire), ils ont osé faire appel à la police sous prétexte que « l'accès des immeubles est interdit à tous vendeurs ou quéteurs ». Et l'on a pu voir de ces « communistes » accomplir une besogne de vils délateurs en désignant nos camarades à la police.

Il s'en croient sans doute avoir gainé d'eux.
Ils croient avoir gagné mais nous, nous avons confiance en nos idées parce que nous sommes persuadés que les idées communistes, les vraies, pas celles des anciens ministres de de Gaulle, pas celles de ceux qui disent « la grève est l'arme des trusts », mais les idées des hommes qui ont fait octobre 1917, celles de Lénine et de Trotsky, offrent la seule perspective de libération aux hommes de notre temps, nous continueront inlassablement à lutter pour elles, et nous les laisser triompheront.

Et nous faisons juges de telles méthodes les travailleurs de cette cité.

Et chacun a pu voir dimanche dernier qui bénéficiait de l'appui de la police.

Il s'en croient sans doute avoir gainé d'eux.
Ils croient avoir gagné mais nous, nous avons confiance en nos idées parce que nous sommes persuadés que les idées communistes, les vraies, pas celles des anciens ministres de de Gaulle, pas celles de ceux qui disent « la grève est l'arme des trusts », mais les idées des hommes qui ont fait octobre 1917, celles de Lénine et de Trotsky, offrent la seule perspective de libération aux hommes de notre temps, nous continueront inlassablement à lutter pour elles, et nous les laisser triompheront.

Et nous faisons juges de telles méthodes les travailleurs de cette cité.

VOIX OUVRIERE.

A NOS LECTEURS

Faute de place, nous n'avons pu publier, dans ce numéro, l'article sur l'aide aux pays sous-développés, ainsi que nous l'avions, par erreur, annoncé.

Nous prions nos lecteurs de nous en excuser. L'article sera publié dans le n° 26 de « Voix Ouvrière » qui paraîtra le 15 décembre et sera mis en vente dans les kiosques à partir du mercredi 16 décembre.

■ VU DE NOTRE FENÊTRE...

LES FLICS MULTIPLIENT LES « PAINS » QUAND LE VICAIRE DU CHRIST NE LE PEUT PAS

Dans le « Monde » du 22-23 novembre 1964 nous pouvons lire côté à côté, par la grâce d'une mise en page intelligente, deux informations concernant le congrès eucharistique qui va se tenir à Bombay. La première, datée de Bombay, 7 novembre, annonce :

« Un millier de pauvres des régions désertées de l'Inde arrivent chaque jour à Bombay, attirés par les rumeurs annonçant la « venue d'un saint homme d'Occident qui va distribuer nourriture et vêtements ».

« La police les refoule vers la gare centrale, mais les pauvres refusent de repartir et s'installent pour la plupart sur les terrains vagues aux portes de la ville ».

Et la seconde concerne le Secours Catholique qui, « à l'occasion du congrès eucharistique de Bombay, lance une collecte mondiale dans un double but : assurer pendant le congrès la nourriture des enfants dans les secteurs les plus désertés de la banlieue de Bombay et, après le congrès, installer une faculté de médecine à Ben-

galore en vue de fournir la région en médecins et infirmières ».

La large publicité de l'Eglise est largement compensée par les dépenses extraordinaires (payées par les contribuables) entreprises par le gouvernement indien pour accueillir le Pape et ses pèlerins (logement, transport, et surtout sécurité).

« Les pauvres » de Bombay et d'ailleurs auront au moins le double mérite de permettre au Pape de faire une bonne action et de crever dans une très sainte ambulance... à moins de manger les flics chargés de garder les Saints Pères...

...Mais aux Indes, les vaches sacrées...

MISE EN CONDITION

Les élèves ingénieurs de l'Ecole Nationale de Châlons-sur-Marne ont fait une grève de la faim de huit jours par solidarité avec leurs camarades sévèrement sanctionnés par le directeur.

Le motif de la sanction était : « Avoir pris des tables et des chaises inutilisées, rangées dans une remise de l'école, pour améliorer le confort de leur chambre ».

La sanction : 40 élèves en conseil de discipline, le renvoi de deux élèves qui étaient les deux délégués élus au

début de l'année, l'exclusion de l'internat pour huit autres. Pour la direction, les punitions devaient servir d'exemple.

La grève a pris fin, les sanctions étant différées de 15 jours sinon reportées, et les élèves sont allés « se replumer », certains ayant maigri de plusieurs kilos, dans leur famille.

On peut se demander quel genre de formation l'Ecole Nationale de Châlons dispense aux futurs ingénieurs. Nous connaissons tous déjà « la grande misère de l'enseignement », mais en fait il s'agit ici de misère mentale.

CHAPEAU S'IL VOUS PLAÎT

Beau spectacle la semaine dernière que ces catherinettes se baladant dans les services avec des chapeaux sur la tête. Pensez donc, ces pauvrettes-là, à 25 ans, n'ont pas encore trouvé de maris !

O funéraires !

Il s'agit donc de ces caser ces petites, ces laissées pour compte. Il faut coûte que coûte leur déposer le cher époux. Alors on fait une petite fête au boulot avec la bénédiction attendrie du patron qui voit là de saines traditions. On fait un grand bal le soir et dans le métro encore, le déli-

cieux chapeau proclame à tous : « je meurs d'envie, Messieurs, de laver vos chaussettes, laissez-moi une chance. Sans la bague au doigt, je ne suis rien. Tout le monde me le dit : la vie, la vraie, la sacrée, c'est d'avoir six marmots, d'être une épouse simple, aimante et fidèle, qui ne voit pas plus loin que ses confitures. Ma mère était comme ça... et ma grand-mère aussi. Vais-je laisser s'éteindre la race de cendrillons domestiques ? »

En attendant, Mesdemoiselles les Catherinettes, posez ce chapeau ridicule et dites à M. Tschombé et à Mme ce que vous pensez de la vie qu'ils mènent et de leur univers de petits bourgeois bornés, bouffis et mesquins. Et pour finir, dites-leur bien haut que vous les em...

Prière d'adresser la correspondance à
VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
PARIS (10^e)
et d'envoyer les fonds à
M. Maurice SCHRCEDT
(même adresse)
C. C. P. 9424-78 - PARIS

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armées se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II^e Internationale, le mouvement dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décapité les révolutionnaires intégrés, traîné les luttes révolutionnaires du prolétariat international en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible. D'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACÉ

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins.
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIÈRE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

La civilisation des « affreux »

(Suite de la première page.)

dance une mutinerie éclata dans l'armée du nouvel état : les soldats n'acceptent pas d'être commandés par des officiers belges. Immédiatement, un conflit éclate entre le premier ministre, Patrice Lumumba, et le Président de la République, Kasavubu. Aussitôt, l'Union Minière du Haut Katanga reprend sa mise et, onze jours après, l'indépendance le gouverneur de la province katangaise et homme de paille de l'Union Minière, Tschombé, le même, fait sécession et déclare que le Katanga devient un état « indépendant ». Ce qui permet d'avoir, très officiellement, le soutien financier de l'Union Minière en conservant les « royalties » que celle-ci devait verser au Gouvernement central et de transformer la gendarmerie privée de l'Union Minière, en « gendarmerie katangaise » munie de blindés et d'aviation encadrée par les fameux « affreux » (les tout premiers étaient belges).

Pendant ce temps, l'O.N.U. intervient en envoyant sur place une force internationale composée

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « Voix ouvrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront « Voix Ouvrière ».

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

de troupes « neutres », suédois, canadiens mais surtout marocains, tunisiens et hindous, pour plus facilement duper les Congolais. Ces troupes font cesser l'insubordination des soldats... mais pas la sécession katangaise. Une fois l'armée congolaise rendue à la discipline, son chef, le général Mobutu, s'en sert pour prendre le parti de Kasavubu. Il destitue Lumumba qui s'était trop compromis en faveur des insurgés. Destitué, Lumumba est livré peu de temps après par le gouvernement central... à celui de Tschombé. Et c'est au Katanga que Lumumba est assassiné en janvier 1961.

Alors, l'O.N.U. va réintervenir, cette fois contre la sécession katangaise. Mollement ! Evidemment, les impérialismes belge et américain ne se décident à passer outre aux intérêts particuliers de l'Union Minière qu'après avoir épuisé les intérêts généraux de l'impérialisme. Il s'agit d'éviter que toute l'Afrique s'embrase. Et, privé de ses principales ressources, celles du sous-sol katangais, aucun gouvernement congolais ne peut subsister. Pour subsister il faut une armée, une armée il faut la payer et pour la payer il faut des ressources. L'Union Minière doit penser aux autres. C'est ce que Belges et Américains essaient de lui expliquer. Celle-ci répond, je n'y suis pour rien, voyez Tschombé... et celui-là ne veut rien savoir. Alors, pendant des mois les combats des troupes de l'O.N.U. contre celles de Tschombé, succèdent aux conférences et les conférences aux combats, dans une confusion totale et au mépris de toute humanité envers la population. C'est dans cette période que le secrétaire général de l'O.N.U., le Suédois Haemmershold, trouva la mort, en pleine brousse, dans un accident d'avion qui parut à l'époque fort et au mépris d'une enquête internationale fut ouverte, mais elle fut close sans que rien ne soit éclairci. De toutes façons ce n'est pas le premier bourgeois qui meurt pour le capital.

Enfin, l'O.N.U. réussit à obtenir le ralliement du Katanga au Gouvernement central congolais et Tschombé s'expatria, si l'on peut dire, puisqu'il se réfugia en Belgique puis en France.

Mais la situation n'est pas réglée au Congo pour autant. Partout l'insurrection gronde. Lumumba qui, vivant, aurait peut-être été un des plus fidèles appuis de l'impérialisme devient, mort, le symbole de l'Afrique martyrisée et son nom unifie les révoltes.

Des hommes prennent la tête de l'insurrection en se réclamant de lui : Gizenga puis Mulele et Sumialot entrent en lutte ouverte contre le gouvernement de Léopoldville.

Le 10 juillet dernier, le président de la République, Kasavubu, fait appel au spécialiste de la répression, à l'homme en qui le capital a confiance, Moïse Tschombé. Belges et occidentaux sont prêts à fournir l'appui matériel voulu, car il ne s'agit plus de transiger et Tschombé est plus qu'un symbole. Les deux tiers du territoire sont alors aux mains des insurgés.

Rapidement, les troupes du Gouvernement reprennent une partie des territoires. A chaque fois c'est le massacre, même la TV française en a fourni des images monstrueuses. Mais, depuis quelques semaines, les troupes de Tschombé s'essouffent. Les victoires sont sporadiques. Certaines localités rechantent de mains. Il faut frapper un grand coup, mais il faut des troupes plus fidèles. Et c'est l'épiscopat de Stanleyville, « capitale » des rebelles.

Cela ne changera rien, on peut le prédire. Même si les troupes gouvernementales conservent la ville, elle ne tiendront jamais le pays. Dans le meilleur des cas pour l'impérialisme, le Congo belge sera un nouveau Sud Vietnam ou une nouvelle Algérie.

Et qui plus est, les Congolais apprennent à se battre mais aussi à se connaître. Au-delà des diversités et des haines tribales soigneusement entretenues pendant un demi-siècle par l'impérialisme, le feu de la guerre soude une unité nationale nouvelle.

Difficilement, cruellement, une jeune nation naît au cœur de l'Afrique et les barbares n'y peuvent rien.

Roger GIRARDOT

(Suite de la première page.)

fantoches qu'il maintient artificiellement en place ne sont pas viables et que la meilleure chose qu'il ait à faire c'est de retirer ses « conseillers », ses armes et ses dollars, de ce pays qui veut la paix. Cela reviendrait à admettre que le Sud Vietnam passe, tôt ou tard, dans l'orbite chinoise. Cela entraînerait ipso facto, la reconnaissance de la Chine par les U.S.A., l'arrêt du blocus économique et son admission à l'O.N.U. Ce serait une perte de prestige pour les U.S.A., mais comme nous le disons par ailleurs, cela permettrait à l'impérialisme américain de transformer la Chine en gardienne du statu quo en Asie. Ce serait faire une concession de taille, certes, mais pour en tirer un avantage certain.

Il n'est pas dit cependant que les U.S.A. y consentent, bien que l'impérialisme français et l'impérialisme anglais le pressent de les rejoindre dans la voie du « raisonnable ».

En effet, rechercher un tel gentleman-agreement avec la Chine aurait l'inconvénient pour les dirigeants américains de désamorcer, par rapport à leur propre opinion, tout le système qui leur permet d'avoir un budget de guerre élevé, une armée considérable et, éventuellement, au pied levé, d'envoyer des « conseillers » soldats se faire tuer en Asie pour opprimer des peuples qui veulent vivre libres, et défendre les intérêts des capitalistes et des banquiers, américains en premier, français, anglais ou allemands en second.

Quelle est la solution que l'impérialisme choisira, on ne peut le prévoir, car l'impérialisme américain est suffisamment riche pour conserver au Sud Vietnam des troupes, des hommes, des armes en nombre suffisant pour, à défaut de remporter la victoire, continuer indéfiniment la guerre. Cinq cent mille hommes pour l'impérialisme américain c'est infiniment moins que pour l'impérialisme français, et ce dernier a pu maintenir une telle armée en Algérie, pendant sept ans, sans en souffrir gravement.

En tout cas, pour les peuples d'Asie comme pour le prolétariat des pays occidentaux, la seule solution positive, viable et d'avenir, serait d'empêcher une fois pour toutes l'impérialisme de nuire. Pas de troupes étrangères pour opprimer les peuples. A bas les gouvernements fantoches ! Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

ERRATUM

Il y a souvent des coquilles dans notre journal, car nous ne sommes pas des professionnels et nous avons tout à apprendre. Mais certaines nous gênent plus que d'autres et, en particulier, dans l'édition de notre précédent numéro, un et à la place d'un ou dénaturlait le sens d'une phrase.

Il fallait lire : « Les hommes qui se sont attachés avec Léon Trotsky, à créer une internationale révolutionnaire, ont échoué collectivement ou individuellement. »

Et non « collectivement et individuellement ».

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs, car nous savons tout ce que nous devons à ces hommes-là, pour paraître les mépriser en aucune façon.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X^e
C.C.P. : Maurice Schroedt, 9424-78 Paris.

PERMANENCES

- A Paris : Tous les samedis de 16 à 20 h 29, rue de Château-Landon
Tous les mardis de 17 h. 30 à 20 h. 30, Café « Le Souterrain » 47, boulevard Ney
- A Lyon : Tous les samedis de 17 à 20 h Café « Le Clos Vert » 113, Gde Rue de la Guillotière (Face de l'église Saint-Louis)

Directeur de publication : M. SCHRÖEDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson - Proudhon 86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Les raisons du limogeage de K montent en grade

(Suite de la première page.)

les phénomènes sociaux, qu'il n'y a pas de mouvements sociaux importants sans explication sociale, mais il ne s'agit pas aujourd'hui, en U.R.S.S., d'événements de ce genre.

Le caractère arriéré de l'économie russe, l'encerclement capitaliste, les fatigues de la guerre civile, expliquent la montée de la bureaucratie à partir des années 1923... la nature sociale de la bureaucratie explique pourquoi elle ne put se passer de dictature, mais tout cela ne suffit pas à expliquer pourquoi ce fut précisément Staline qui devint ce dictateur.

Staline l'emporta en s'appuyant sur un appareil d'hommes qui lui étaient personnellement dévoués, qui lui devaient leur poste et les avantages qui s'y attachaient, et qui espéraient trouver leur compte dans ses succès. Il sut utiliser contre ses adversaires la russe la plus fourbe, la violence la plus cruelle.

La bureaucratie toute entière se reconnut dans Staline, mais celui-ci n'avait sans doute au départ ni cette ambition, ni conscience du rôle historique qu'il allait jouer.

Ces explications peuvent sembler à certains manquer de profondeur, être peu « objectives » en mettant en avant les traits de caractère individuel mesquins, sor-

dides, ou même tout à fait horribles de certains personnages que l'analyse sociale laisse dans l'ombre, mais elles sont le complément indispensable de celle-ci, et on se condamne à ne rien comprendre si on ne veut y avoir recours.

La série de limogeages qui ont suivi celui de Khrouchchev montre bien que ce n'est pas la politique de celui-ci qui était en cause, mais sa personne même, et avec lui sa clientèle ». C'est-à-dire l'ensemble des hommes qui lui étaient personnellement dévoués, qui lui étaient attachés par des liens d'intérêt. L'avenir dira de qui les nouveaux promus constituent la « clientèle ».

La dictature personnelle de Staline dura jusqu'à sa mort (qui ne fut peut-être pas tout à fait naturelle), celle de Khrouchchev se termina après quelques années, mais cela ne signifie nullement que la dictature soit devenue impossible en U.R.S.S., ou inutile pour la bureaucratie.

La bureaucratie ne peut se maintenir au pouvoir qu'en exerçant une dictature sur les masses, et cette dictature, à cause de la faiblesse sociale même de la bureaucratie, entraîne la nécessité d'une dictature personnelle. Mais ce n'est bien sûr pas l'analyse marxiste qui amène la bureaucratie à la conscience de cette nécessité. Chaque bureaucrate, chaque clique tend à s'assurer le maxi-

ATTENTION !

« VOIX OUVRIERE » paraît toutes les deux semaines. Le prochain numéro daté du 3 novembre sera mis en vente au plus tard le jeudi 5. Demandez-le car il n'est pas toujours affiché. Si vous avez des difficultés à vous le procurer, écrivez-nous ; spécimen contre deux timbres. Nous pouvons aussi assurer le service régulier moyennant un abonnement soutien de 10 F pour six mois.

Christian JUNG